inprecor
correspondance de presse internationale

la IVème internationale salue les très grandes victoires emportées, ces derniers mois, par les peuples d'indochine

bimensuel, n°24, 24 avril 1975 3ff, 3fs, 30fb

inprecor

correspondance de presse internationale

n° 24 — 24 avril 1975

● sommaire

INDOCHINE
Soutien total jusqu'à la victoire finale, Déclaration du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale p. 3

PORTUGAL
Réponse de la LCI au pacte du MFA p. 9

ANGOLA
Vers quelle indépendance ?
F. Cazals p. 12

GRANDE BRETAGNE
Le referendum sur le Marché Commun, Brian Heron p. 20

ITALIE
Mobilisations contre les violences fascistes p. 25

SRI LANKA
Un tournant pour les luttes ouvrières, Bala Tampoe p. 27

SUEDE
Grève nationale des bûcherons ! p. 29

ZAMBIE
Kaunda interdit la ZANU et la ZAPU p. 31

UKRAINE
Des prisonnières politiques ukrainiennes pour le Chili ! p. 32

l'édition allemande paraît désormais tous les 15 jours

abonnements :

dm 40, fs 45, sch. 300

L'index des 25 premiers numéros (une année) d'INPRECOR paraîtra dans le N° 25 du 8 mai 1975

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; $ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

indochine

SOUTIEN TOTAL JUSQU'A LA VICTOIRE FINALE!

Déclaration du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, avril 1975

1.

La IVème Internationale salue les très grandes victoires emportées, ces derniers mois, par les peuples d'Indochine. Elles revêtent une importance exceptionnelle, tant dans l'évolution de la situation régionale qu'à l'échelle mondiale. Avec la libération de Phnom Penh et l'éclatement de la crise générale du régime fantoche saïgonnais, après l'effondrement de ses forces au centre-Vietnam, la lutte des travailleurs indochinois entre dans une nouvelle phase : celle où la victoire finale d'un long combat révolutionnaire contre le colonialisme français et japonais, contre l'impérialisme américain, devient d'une immédiate actualité.

La débâcle impérialiste enregistrée au Cambodge comme au Vietnam a de profondes répercussions internationales. Elle sanctionne l'échec ultime d'une politique d'intervention dans laquelle les gouvernements US successifs avaient engagés toute leur autorité et tous leurs moyens, et met crûment en lumière la crise de direction politique qui frappe aujourd'hui l'impérialisme. Les victoires des combattants révolutionnaires indochinois accentuent la modification des rapports de forces entre les classes à l'échelle mondiale.

La portée considérable de ce dernier tournant dans l'histoire de la Révolution indochinoise est due à la nature du processus révolutionnaire en cours qui met en cause les bases de la domination capitaliste et néo-colonialiste au Vietnam; à la profonde interaction qui lie entre elles les luttes menées dans les trois pays d'Indochine et qui a engagé les peuples cambodgien, laotien et vietnamien dans un même combat; à l'enjeu international qu'a représenté et que représente encore la guerre d'Indochine.

2.

La forme revêtue par la déroute des forces fantoches au Sud-Vietnam, sur les Hauts-Plateaux, dans les provinces septentrionales et le long des provinces côtières du centre éclaire d'une lumière crue les causes de l'échec de l'impérialisme US et la nature du processus révolutionnaire qu'il a tenté d'écraser. Le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP) n'a pas déclenché -- en janvier comme en mars 1975 -- d'offensive générale comparable à celle du Têt 1968 ou du printemps 1972. Au contraire, avant que Thieu ne décide l'abandon des capitales provinciales de Kontum et Pleiku, les Forces Armées Populaires de Libération (FAPL) n'avaient engagés que des moyens militaires limités et, depuis, leur progression s'est faite sans grand combat avant la bataille de Xuan-Loc dans la région saïgonnaise. Le potentiel militaire de l'armée fantoche, maîtresse de l'air, restait largement supérieur à celui des forces révolutionnaires. L'armée fantoche n'était, malgré la réduction relative de l'aide US, à court ni de carburant, ni de munitions, ni de pièces de rechange. C'est dire combien les raisons invoquées officiellement à Saïgon comme à Washington pour justifier sa retraite sont mensongères.

L'effondrement brutal de la moitié de l'armée fantoche n'est que le reflet du pourrissement interne du régime saïgonnais et de l'évolution progressive des rapports de forces politiques et sociaux au Sud-Vietnam. La cause profonde de l'actuelle débâcle impérialiste est à recher-

cher dans l'approfondissement du processus révolutionnaire après la signature des Accords de Paris du 27 janvier 1973. L'arrêt de l'escalade aérienne sur l'Indochine comme le retrait du corps expéditionnaire US sanctionnaient l'échec de la stratégie américaine antérieure. Ils ne signifiaient certes pas abandon de la politique contre-révolutionnaire US dans cette région mais réduction de ses objectifs et de ses moyens. "Un tel retrait ne (garantirait) pas en lui-même la victoire de la révolution permanente au Vietnam du Sud. Il (implique) seulement que le processus de cette révolution (peut) se développer avec une ingérence contre-révolutionnaire réduite, mais pas nulle", déclarait la résolution adoptée par le Comité Exécutif International de la IVème Internationale en décembre 1972. Les victoires actuellement enregistrées par les forces révolutionnaires montrent qu'elles ont su profiter de cette situation nouvelle.

L'échec de Thieu et de son maître impérialiste est d'abord politique et social avant d'être militaire. A Saïgon, la crise économique favorise la relance des luttes revendicatives, limitées du fait de l'ampleur de la répression, mais néanmoins très importantes dans la désagrégation de la base du régime. La gravité de cette répression n'a pas pu empêcher le développement de mouvements de lutte pour la libération des prisonniers politiques, la restauration des libertés démocratiques et le retour à la paix. L'extension de l'opposition urbaine au pouvoir fantoche a été telle qu'elle a provoqué un profond clivage au sein du régime lui-même entre ceux qui voulaient la démission préventive de Thieu et ceux qui la craignaient.

Pendant ce temps, les zones libérées, soulagées du gros des bombardements malgré les opérations d' "empiètements" lancées par l'armée saïgonnaise, connaissaient une reconstruction économique et une accélération de la réforme agraire. Une classe sociale a été éliminée dans les campagnes libérées, celle des grands propriétaires terriens, alors que les conditions politiques et sociales ne permettent pas, actuellement, la constitution d'une classe dominante de paysans capitalistes. Grâce à cela, les zones libérées ont commencé à jouer un rôle stimulant dans la crise politique qui secouait les villes contrôlées par le régime fantoche où règnaient une inflation galopante et un chômage dramatique.

Tels étaient les axes sur lesquels nous pensions que l' "offensive révolutionnaire des masses laborieuses au Sud-Vietnam" allait se développer, dans la résolution de décembre 1972 qui en tirait la conclusion que " sous les effets combinés des processus" ainsi décrits, devait s'opérer "à la ville comme à la campagne la désintégration des appareils militaires et administratifs fantoches". C'est cela qui s'est produit et qui confirme une nouvelle fois que la puissance de la révolution indochinoise vient de la combinaison des luttes sociales, politiques et militaires, d'une lutte de libération nationale et d'un processus de révolution sociale, c'est-à-dire de la dynamique de révolution permanente.

L'ambassadeur US quittant Phnom Penh le drapeau sous le bras

3.

La puissance de la révolution indochinoise ne tient pas qu'à cette combinaison, mais aussi à sa dimension régionale. L'offensive de 1953-54 qui devait aboutir à la très grande victoire de Diem Bien Phu avait déjà articulé étroitement la lutte au Vietnam et au Laos. Cette fois-ci, après la constitution de la République Démocratique du Vietnam et l'entrée des masses cambodgiennes dans le front révolutionnaire indochinois, la révolution indochinoise a pris une envergure nouvelle. C'étaient les succès enregistrés par le FUNK au Cambodge après le coup d'Etat de 1970 et par le Neo Lao Haksat au Laos après l'intervention américano-saïgonnaise de 1971 qui avaient préparée l'offensive du printemps 1972 au Sud-Vietnam. C'était la signature des Accords de Paris sur le Vietnam en janvier 1973 qui avait amenée la signature , un mois plus tard, de ceux de Vientiane puis l'arrêt, le 15 août, des bombardements massifs sur le Cambodge -- arrêt imposé de même par l'extraordinaire résistance victorieuse des combattants cambodgiens. La zone libérée du Sud-Vietnam pouvait s'adosser plus fermement à l'Etat ouvrier nord-vietnamien qui lui assurait aide économique à la reconstruction, aide militaire face aux empiètements saïgonnais et aide culturelle.

Cette fois-ci, l'incapacité de Washington à répondre à la fermeture du Mékong -- par où passaient 80% du ravitaillement de Phnom Penh -- en janvier 1975 et à briser l'encercle-

ment de la capitale cambodgienne a montré au régime Thieu et à son armée que les pouvoirs de l'impérialisme américain étaient bel et bien limités. En retour, l'effondrement de l'armée fantoche dans le centre-Vietnam a sonné le glas de ce qui fut le régime Lon Nol : aucun appui ne pouvait pu être espéré de Saïgon. Les défaites accusées au Cambodge et au Sud-Vietnam par les régimes néo-coloniaux réduisent d'autant, enfin, la marge de manoeuvre de l'administration de Vientiane au Laos : la dissolution de l' "Assemblée nationale" fantoche, décidée il y a longtemps mais bloquée par la bourgeoisie, vient d'être effectivement décrétée.

Cette interaction constante de la lutte des trois pays d'Indochine, cette extension de la révolution indochinoise relativement à ce qu'elle était lors de la première résistance contre les français, illustrent elles aussi la dynamique de la révolution permanente à l'oeuvre dans cette région.

4.

C'est dans ce cadre régional qu'il faut analyser les implications de la libération de Phnom Penh. Dernier pays à avoir été pleinement intégré à la révolution indochinoise, le Cambodge aura été le premier à être complètement libéré de l'agression impérialiste. L'ampleur des succès emportés en 5 ans de guerre révolutionnaire dans ce pays de 7 millions d'habitants, malgré l'invasion américano-sud-vietnamienne de 1970 et la tentative de génocide aérien perpétrée par Washington en 1973, est exemplaire en ce qu'elle montre la force extraordinaire d'une lutte armée de libération et d'une révolution. L'humanité est redevable des sacrifices consentis par les travailleurs cambodgiens -- comme de ceux des autres peuples d'Indochine -- dans leur combat contre le gendarme du monde capitaliste. Dix pour cent de la population auront trouvé la mort ou auront été grièvement blessés du fait de l'intervention impérialiste !

La chute finale, sans gloire et sans rémission du régime fantoche à Phnom Penh aura de profondes implications au Sud-Vietnam. On ne peut plus se cacher, maintenant, à Saïgon, que l'impérialisme américain est prêt à abandonner ses créatures. La fuite des ressortissants américains de la région saïgonnaise, après celle de l'ambassadeur John Gunter Dean de la capitale cambodgienne, peut donner un coup fatal au moral de ce qui reste de l'appareil fantoche au Sud-Vietnam.

Par delà la reconnaissance de l'importance de la défaite impérialiste au Cambodge, l'analyse du régime qui naît de ces cinq ans de lutte est rendue plus difficile du fait de la faiblesse de l'information elle-même. On connaît beaucoup moins bien l'ampleur des transformations opérées dans les zones libérées cambodgiennes ou l'histoire du mouvement communiste de ce pays qu'en ce qui concerne le Vietnam. Mais parce qu'il est partie intégrante de la révolution indochinoise, il est néanmoins possible de situer le processus révolutionnaire en cours au Cambodge. Une profonde réforme agraire a été réalisée dans les campagnes, analogue, malgré de réelles différences liées à la structure de la propriété agricole, à celle du Sud-Vietnam. La bourgeoisie cambodgienne (compradore) était organiquement liée à l'appareil militaire et étatique fantoche comme à la présence impérialiste, elle se voit donc brutalement déracinée alors que des mobilisations populaires répétées ont eu lieu à Phnom Penh durant les dernières années. Dans le FUNK et le GRUNK, enfin, l'hégémonie politique est indiscutablement celle des "Khmers rouges" dont les dirigeants viennent du mouvement communiste cambodgien.

C'est l'actualité de la révolution socialiste qui s'affirme aujourd'hui au Cambodge ! La nature de la révolution cambodgienne n'est cependant pas encore définitivement tranchée. La consolidation d'un nouvel Etat ouvrier en Asie réclamera en effet une série de profondes mesures économiques, sociales et politiques. Surtout, le sort de la révolution cambodgienne est profondément lié à celui de la révolution indochinoise toute entière, et tout particulièrement au devenir de la révolution au Sud-Vietnam. Le combat révolutionnaire continue, il doit se conclure par la formation des Etats socialistes d'Indochine !

5.

Ce dernier tournant dans l'histoire de la Révolution indochinoise sanctionne l'échec de la politique élaborée voilà deux ans par l'impérialisme américain : le "plan Kissinger". Cet échec stratégique fait suite à bien d'autres.

L'engagement de l'impérialisme US dans la guerre du Vietnam date d'avant même les Accords de Genève de 1954. Il voulait briser là le processus de la révolution asiatique et préparer la réouverture de la Chine à sa pénétration. C'était la politique du "containment and roll back" (contenir et refouler). Après la défaite du colonialisme français, il lui fallait d'abord consolider un régime fantoche au Sud-Vietnam, celui de Diem. La relance générale de la lutte armée en 1959-60 l'amena à commencer la "guerre locale". Malgré l'envoi de conseillers américains, le régime fantoche était au bord de l'effondrement complet en 1964. Washington décida alors l'envoi du corps expéditionnaire US -- qui débarqua à Da Nang aujourd'hui libérée -- et l'ouverture de l'escalade aérienne contre les zones libérées d'alors au Sud -- l'essentiel des campagnes -- et la République Démocratique du Vietnam, profitant de la passivité criminelle des sovié-

tiques. L'offensive du Têt marquait l'échec de cette "guerre locale". L'impérialisme US acceptait, en conséquence, une première réduction -- au moins provisoire -- de ses objectifs: il ne comptait plus briser dans l'immédiat l'Etat ouvrier nord-vietnamien. Mais il concentrait alors l'essentiel de ses moyens pour casser les reins du Front National de Libération au Sud. Ce fut la "vietnamisation", l'accélération de la politique d' "urbanisation forcée", un élan nouveau donné à la guerre aérienne.

L'avortement de fait du coup d'Etat fomenté par la CIA au Cambodge en 1970 et de l'occupation de la piste Ho Chi Minh au Laos en 1971, comme l'offensive de printemps en 1972 au Sud-Vietnam ont provoqué l'abandon de cette politique.

En signant les Accords de Paris sur le Vietnam l'impérialisme US renonçait dans l'immédiat à détruire le FNL, le FUNK et le Pathet Lao. Il n'en gardait pas moins trois objectifs clés : l'isolement de ces mouvements révolutionnaires dans les campagnes indochinoises par la consolidation de son pouvoir dans les villes, la mise en place d'une nouvelle ligne de défense autour du Mékong protégeant la Thaïlande et l'atténuation maximale de l'écho mondial de ses défaites antérieures. Phnom Penh et les principales villes du Sud-Vietnam, à l'exception de Saïgon, sont libérées. Des luttes sociales ont éclaté dans les centres urbains du Laos. La "ligne du Mékong"est brisée tandis que la Thaïlande connaît un important développement de luttes sociales et une recrudescence des actions de guérilla. Et les deux premiers objectifs ne sont pas les seuls à avoir été mis en échec ces derniers mois. Il en est de même du dernier. L'effondrement complet au Cambodge, encore partiel au Sud-Vietnam est venu si vite et si brutalement qu'il a rendu impossible le camouflage de la responsabilité et de la paralysie US dans la débâcle. Et la campagne d'intoxication effrénée orchestrée autour de la question des réfugiés et des orphelins vietnamiens ne pourra pas non plus cacher la réalité.

Seuls ceux qui ont peur de devoir rendre compte de leurs activités de collaboration à l'entreprise impérialiste, les tortionnaires, officiers et policiers, les bourgeois, trafiquants et profiteurs de guerre fuient l'avance des forces du GRP. Les autres ne tentent que d'échapper aux combats ou aux représailles traditionnelles perpétrées par les forces fantoches à l'encontre des zones nouvellement libérées, bombardées ou transformées en "zones de tir libre". La majeure partie de la population -- y compris urbaine -- est restée dans les territoires libérés ces derniers mois ou y revient. Mieux, l'avance des forces révolutionnaires s'est accompagnée de soulèvements régionaux et d'actions de milices urbaines clandestines. Fin 74 le régime saïgonnais a perdu ou abandonné environ 50% de ses postes militaires dans le delta du Mékong du seul fait de l'extension d'une guérilla populaire. En mars, la libération de la capitale provinciale de Ban Me Thuot fut le fait d'un millier de montagnards réputés pour leur appartenance au FULRO, une organisation créée de toutes pièces par la CIA ! En fait, la retraite des troupes saïgonnaises fut précipitée par le soulèvement des minorités ethniques des Hauts-Plateaux. L'avance des forces du GRP le long de la plaine côtière du centre Vietnam, impulsée par l'effondrement de l'armée fantoche, s'est combinée avec d'importants ralliements de troupes de cette armée, l'action de milices populaires clandestines préalablement organisées dans les villes, et un certain nombre de mouvements insurrectionnels urbains. L'accueil populaire réservé au FUNK lors de la libération de Phnom Penh enfin, n'a pu être ignoré des agences de presse.

Pour la première fois, l'impérialisme américain a été mis en échec alors qu'il avait directement et massivement engagé ses forces dans une guerre contre-révolutionnaire, et ce, par les populations de petits pays, pauvres et ruraux. Ce fait souligne à lui seul l'importance des récentes victoires de la révolution indochinoise.

6.

Les échecs successifs des stratégies contre-révolutionnaires de l'impérialisme américain en Indochine face à la résistance et au combat héroïques des populations cambodgienne, laotienne et vietnamienne est, en effet, d'une importance capitale dans l'arène mondiale. Les raisons, les moyens et l'enjeu de l'intervention des Etats-Unis ont toujours été internationaux. Washington ne tentait pas de défendre en Indochine des investissements massifs dans le pays même. C'était l'ensemble des positions impérialistes dans le Sud-Est asiatique, voire sa capacité de défendre ces positions dans le monde entier, qui formaient l'enjeu de l'agression contre la révolution indochinoise. Celle-ci est devenue l'un des points de cristallisation des contradictions sociales et politiques internationales, la tranchée avancée du prolétariat mondial.

La défaite impérialiste en Indochine n'est en conséquence pas due seulement au combat des peuples indochinois. La guerre américaine, par delà la révolution indochinoise, visait les Etats ouvriers. Elle aura amené les directions soviétique et chinoise à consentir une aide qui, malgré ses limites et ses fluctuations, aura joué un rôle décisif dans l'armement de la révolution. L'existence même de cette aide, comme ses carences dramatiques, justifie pleinement le mot d'ordre de front uni des Etats ouvriers en défense de la révolution indochinoise lancé par les marxistes-révolutionnaires dès les premières étapes de la seconde

guerre d'Indochine. Il en est de même de l'organisation d'un soutien militant dans le monde impérialiste, à laquelle la IVème Internationale a pleinement participé. La défaite impérialiste en Indochine aura en effet aussi dépendu de l'émergence d'un mouvement international de solidarité avec la révolution indochinoise et de l'ampleur croissante du sentiment anti-guerre aux USA qui -- dans le contexte économique actuel -- impose des limites immédiates à la capacité d'intervention de Washington. En retour, la révolution indochinoise aura joué un rôle direct dans la formation de nouvelles générations révolutionnaires de par le monde qui échappent à l'emprise des bureaucraties ouvrières réformistes et staliniennes traditionnelles, dans la mise en lumière de l'affaiblissement stratégique de l'impérialisme le plus puissant et dans le déséquilibre du système monétaire international. La révolution indochinoise aura bel et bien fait le pont entre la vague révolutionnaire de l'après-guerre et celle que nous vivons aujourd'hui.

L'une des clés du "plan Kissinger" postérieur à la signature des Accords de Paris était l'isolement des combattants indochinois au moyen d'ouvertures vers les bureaucraties soviétique et chinoise. L'impérialisme était obligé de reconnaître la République Populaire de Chine. Il espérait utiliser le tournant opéré en conséquence dans la politique internationale chinoise. L'annonce du voyage de Nixon à Pékin, en juillet 1971, faite sans tenir compte des besoins de la révolution indochinoise, montra l'ampleur de ce tournant. Elle démobilisa une partie importante du mouvement anti-guerre aux USA et dans le monde en laissant croire qu'un règlement pacifique du conflit devenait possible. Elle indiqua aux combattants vietnamiens -- qui en dénoncèrent immédiatement la fonction dans le cadre de la "doctrine Nixon" -- qu'ils ne pouvaient espérer un renforcement de la solidarité internationale pour mettre fin à l'escalade. C'est probablement là la raison majeure pour laquelle ils acceptèrent de ne plus faire du départ du régime saïgonnais le préalable à tout accord, comme l'exigeaient les "7 points du GRP" d'alors. Mais les victoires actuelles des masses indochinoises confirment et la position indépendante par rapport aux bureaucraties soviétique et chinoise adoptée par le Parti communiste vietnamien, comme par le FUNK et le Pathet Lao, et la possibilité d'un nouvel essor de la lutte de classe internationale malgré les efforts faits pour la freiner au moyen de ces ouvertures envers les bureaucraties soviétique et chinoise.

Les premières conséquences du tournant enregistré de la révolution indochinoise ne se sont pas faites attendre. En Asie du Sud-Est d'abord où les régimes mis en place à l'heure de la guerre froide par l'impérialisme américain voient leur crise s'approfondir. C'est avant tout en Thaïlande que cela est visible, où le gouvernement de droite de Kukrit Pramoj réclame le retrait des bases US alors même que Pékin avait fait savoir récemment qu'il souhaitait leur maintien pour faire contrepoids à l'influence soviétique dans l'Océan indien. C'est aussi en Thaïlande que les guérillas connaissent actuellement un développement. Aux USA, où la crise du système de gouvernement, ouverte par l'intervention massive des américains en Indochine et soulignée par le scandale de Watergate, s'aggrave. En Europe capitaliste où l'inquiétude se manifeste dans les milieux gouvernementaux devant l'absence de direction politique de l'impérialisme américain, gendarme du monde capitaliste, et donc devant la crise de "leadership" du monde dit "libre". Le contrôle de Washington sur les Etats alliés et satellites s'affaiblit avec la baisse du "crédit" américain et de la confiance en ses engagements. Le poids de la défaite indochinoise de l'impérialisme US est d'autant plus lourd que la révolution indochinoise n'est plus le seul problème auquel il a à faire face, mais qu'elle se combine aujourd'hui avec la montée des luttes ouvrières en Europe occidentale, la crise sociale aux USA, l'affaiblissement de l'OTAN, l'échec de la diplomatie américaine au Proche-Orient...

Il y a dix ans, Washington pouvait concentrer ses forces sur la seule Indochine. C'était le début de l'escalade militaire la plus féroce qui soit. Il y a dix ans le mouvement ouvrier vivait l'une de ses défaites les plus graves dans le Sud-Est asiatique avec l'écrasement sanglant du Parti communiste indonésien et le massacre d'au moins 500.000 personnes. Trois ans plus tard, c'était le printemps de Prague, le Mai 68 français et l'offensive du Têt; année, symbolique s'il en fut, de la dialectique de la révolution mondiale. Aujourd'hui c'est à la recomposition générale des forces de la contre-révolution et de la révolution que nous assistons.

7.

Le soutien international doit s'affirmer en cette heure cruciale pour les révolutionnaires indochinois. Il ne s'agit pas seulement d'affirmer notre pleine solidarité avec les peuples d'Indochine, dans la victoire comme dans l'épreuve, et de dénoncer par là la campagne d'intoxication en cours sur la question des réfugiés. Il s'agit de rester aux côtés des combattants indochinois dans une lutte qui n'est pas encore terminée.

L'impérialisme américain maintient un pont aérien vers Saïgon; le général Brown annonce la préparation d'une réintervention, la flotte US se concentre au large des côtes indochinoises; Ford réclame un milliard de dollars pour ses fantoches et parle de l'envoi de troupes US sous prétexte de "protéger les vies américaines". Il semble peu probable que les USA engagent longuement à nouveau les troupes d'infanterie et aviation dans le conflit. Mais ils continuent à porter la res-

ponsabilité des souffrances actuelles des peuples d'Indochine et peuvent vouloir montrer à la face du monde ce qu'il en coûte de remettre en cause la paix américaine en menant de graves opérations de rétorsion. A cela nous devons être prêts.

Comme nous devons être prêts à de nouvelles manoeuvres politiques de l'impérialisme. Washington peut décider demain de faire ce qu'il avait refusé il y a six mois -- malgré la demande pressante de l'opposition de droite saïgonnaise -- en tentant de mettre en place un "régime Thieu sans Thieu", de façon à garder un contrôle minimum de la situation. Cette opération qu'il jugeait trop risquée alors devrait évidemment être tentée dans une situation très dégradée, après l'extension des zones libérées qui couvrent maintenant 75% du territoire et comprennent environ 50% de la population; alors que le poids spécifique du GRP s'est brusquement accru et que la crise interne du régime fantoche s'est dramatiquement aggravée; à l'heure, enfin, de la libération de Phnom Penh et du discrédit américain.

Dans ces conditions, le remplacement de Thieu pourrait accélérer la tendance à la décomposition de l'appareil fantoche au lieu de le renforcer. C'est pourquoi, malgré la débâcle, il n'a pas été réalisé, encore.

C'est dans ce contexte que la mise sur pied éventuelle, en application des Accords de Paris, d'un gouvernement de coalition à Saïgon devrait être considérée. Comme l'affirmait la résolution du CEI de 1972 : "Il est de notre devoir d'expliquer clairement qu'il n'y a pas de 'concorde nationale' possible au Vietnam ou ailleurs, entre des classes exploiteuses et des classes exploitées. La IVème Internationale est et reste opposée aux gouvernements de coalition avec la bourgeoisie, quel que soit le contenu concret de ces gouvernements. Même lorsque des ministres bourgeois d'un tel gouvernement sont les otages d'un pouvoir d'Etat de fait prolétarien, leur présence ne facilite pas la conclusion du processus de prise du pouvoir et ne peut pas ne pas désorienter la conscience de classe du prolétariat.

Mais cette opposition de principe à tout gouvernement de coalition avec la bourgeoisie ne nous autorise pas pour autant à définir chacun de ces gouvernements comme équivalant automatiquement à un gouvernement de front populaire, qui stabilise et défend le pouvoir économique et l'Etat des classes possédantes" ("Quatrième Internationale", N° 6, nouvelle série, mars-avril 1973).

Au contraire, en cas de désagrégation complète des forces fantoches, à l'image de ce qui s'est passé à Hué, Da Nang, etc., un tel gouvernement, dit de coalition, ne serait qu'un organe de transition entre l'entrée du GRP à Saïgon et la mise en place d'une nouvelle administration révolutionnaire. Dans le cas où cette désagrégation ne serait pas complète, la dualité de pouvoir ouverte dominerait alors la région saïgonnaise et le gouvernement de coalition ne saurait interrompre durablement le processus de lutte de libération nationale et de révolution sociale en cours.

La victoire militaire des forces du GRP sur les fantoches à Saïgon ne garantirait certes pas en elle-même la transcroissance socialiste de la révolution au Sud-Vietnam qui dépendra -- pour être consolidée dans les villes -- d'une série de mesures sociales, politiques et économiques. Mais le processus de révolution permanente aura des conditions très favorables de développement, le renversement des organes de pouvoir fantoche et la dissolution des partis réactionnaires dans les villes nouvellement libérées en étant une indication. Enfin, vu le degré d'organisation des masses urbaines, les limites qui lui a été imposées par la répression et les traditions héritées en ce domaine de l'internationale stalinisée par le PCV, il est peu probable que les formes de pouvoir prolétarien qui naîtront dans les villes soient exemptes de graves déformations bureaucratiques. C'est en cela notamment que les formes de gouvernement de coalition (même si les ministres bourgeois n'étaient que de simples otâges) peuvent peser négativement sur le développement de la conscience de classe des ouvriers et des masses vietnamiennes.

La victoire de la révolution au Sud-Vietnam et l'enclanchement d'un processus de réunification avec l'Etat ouvrier du Nord, posera néanmoins des problèmes nouveaux à l'ensemble de la révolution indochinoise aussi bien dans les domaines de la reconstruction économique que dans celui de l'organisation sociale et politique.

Face à la poursuite de l'intervention militaire et politique de l'impérialisme US en Indochine, le mouvement de solidarité internationale doit affirmer sa solidarité la plus totale avec les luttes des peuples indochinois; dénoncer lacampagne d'intoxication orchestrée par l'impérialisme à partir du sort des réfugiés; exiger la reconnaissance immédiate du GRP et du GRUNK, le retrait de la flotte US des eaux indochinoises, l'arrêt du pont aérien en direction de Saïgon, la cessation de toute ingérence impérialiste.

Voilà trente ans que les peuples d'Indochine ont engagé un long combat contre le colonialisme, puis l'impérialisme. Ils auront dû faire face à la plus grave des entreprises contre-révolutionnaires dans des conditions d'isolement relatif parfois dramatiques. Ils auront payé un tribut très lourd à la lutte de l'humanité pour sa libération. A l'heure où la victoire déterminante contre l'impérialisme US et ses instruments est possible, la solidarité doit s'imposer. Pour interdire à Washington tout acte criminel de rétorsion. Pour que la victoire des peuples d'Indochine soit celle des travailleurs du monde entier. ■

réponse de la LCI au pacte du MFA

Conférence de presse de la LCI

Nous publions ci-dessous la réponse faite par la LCI (Liga Comunista Internacionalista -- Ligue Communiste Internationaliste, organisation sympathisante de la IVème Internationale au Portugal) à la plate-forme proposée par le MFA (Mouvement des Forces Armées). Ce texte a été publié sous la forme d'une petite brochure et diffusé à des milliers d'exemplaires.

Dans le prochain numéro d'INPRECOR nous ferons le bilan des élections qui doivent se tenir le 25 avril et des mesures prises dans le domaine économique par le Conseil de la Révolution.

Suite aux contacts pris par le MFA avec les différents partis légalisés, il nous fut demandée notre opinion sur le pacte proposé aux partis politiques.

Parce que nous considérons que ces questions concernent tous les travailleurs, parce que nous considérons que le mouvement ouvrier dans son ensemble doit débattre de tous ces problèmes, nous ne pouvons garder notre position et notre réponse secrètes.

Les organisations ouvrières et révolutionnaires ne peuvent pas discuter ces questions à l'insue des travailleurs. Cela reviendrait à renoncer à défendre leurs intérêts, à abandonner la lutte pour le renforcement de la capacité offensive des masses laborieuses et pour la rupture avec toutes les illusions réformistes qui dominent aujourd'hui. Pour cette raison, nous lançons un appel à tous les travailleurs afin qu'ils exigent des organisations ouvrières qu'elles rendent publics leurs positions et tous les compromis qu'elles ont éventuellement acceptés.

Quant à nous, depuis longtemps nous avons choisi notre voie. Nous ne renoncerons jamais à impulser la mobilisation des travailleurs, seule façon d'imposer, contre les attaques patronales, la réponse ouvrière à la crise du capitalisme et de préparer la voie pour la Révolution socialiste.

La Ligue Communiste Internationaliste fut contactée par le Conseil de la Révolution afin de se prononcer sur une "plate-forme publique" qui devait établir un accord entre le MFA et "les partis qui sont engagés dans l'application des principes du programme du MFA et dans l'approfondissement et la consolidation des conquêtes démocratiques déjà obtenues".

Dans la proposition du MFA on souligne qu'il "faut tenir compte de la situation résultant de l'écrasement du coup contre-révolutionnaire du 11 mars", que cette plate-forme "doit rendre possible la continuation de la révolution économique et sociale initiée le 25 avril dans un cadre respectant un pluralisme politique compatible avec la voie socialisante", enfin que "les Forces Armées seront le garant et le moteur du processus révolutionnaire conduisant à la construction d'une véritable démocratie économique, politique et sociale".

Une observation préalable s'impose. Le fait que la LCI, ainsi que d'autres organisations ouvrières et révolutionnaires, soient contactées par le Conseil de la Révolution pour signer un "pacte" est objectivement le produit d'un rapport de forces issu des mobilisations anti-capitalistes de masses contre la réaction capitaliste et du renforcement des organisations révolutionnaires. Ainsi s'imposa la reconnaissance de toutes les organisations comme composantes à part entière du mouvement de masse qui mit en déroute le coup réactionnaire du 11 mars.

De même il est impossible de laisser de côté un autre type de considération. La fonction objective de ce "pacte" -- dans la mesure où il est proposé non seulement aux organisations de travailleurs, dont le rôle fut fondamental et décisif pour écraser la tentative réactionnaire et pour imposer et défendre les mesures de nationalisation des banques et des assurances, mais aussi aux partis de la droite capitaliste, de même qu'aux réactionnaires et fascistes du CDS -- ne peut être qu'autre que de chercher à voiler, au travers d'un accord entre les organisations bourgeoises et ouvrières les contradictions qui, sur la scène sociale et politique, opposent les intérêts irréconciliables des exploiteurs et des exploités.

Les organisations ouvrières révolutionnaires -- c'est-à-dire celles qui, en tous moments, défendent de façon intransigeante les intérêts immédiats des travailleurs et leurs intérêts historiques : la suppression de l'exploitation capitaliste et de la domination politique bourgeoise -- ne peuvent accepter des compromis historiques ou des pactes avec des forces de la réaction capitaliste. Au contraire, elles doivent combattre pour l'indépendance et l'unité du mouvement des travailleurs en lutte, pour renforcer le front unique de la classe ouvrière, comme unique moyen d'obtenir le ralliement à son camp des forces sociales pouvant s'identifier à ses objectifs de libération face à la domination de la bourgeoisie exploiteuse. Seule l'unification des rangs de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales et politiques rend possible la défense, la consolidation et l'élargissement des droits et conquêtes économiques, sociales et politiques des masses ouvrières et empêche, en même temps, que les "couches moyennes" deviennent l'objet de manipulation par les forces réactionnaires du Capital. En outre, seule cette unification permet de regrouper autour d'un projet d'émancipation cohérent toutes les forces progressistes disposées à lutter pour la liquidation du capitalisme et pour la construction du socialisme.

Ce qui a été dit suffit à expliquer pourquoi la LCI a renoncé à souscrire au "pacte" proposé par le Conseil de la Révolution. En effet, les implications de ce pacte -- la perpétuation d'une politique de collaboration de classe entre les partis ouvriers réformistes et les partis bourgeois -- prouvent déjà (au travers du lourd bilan que constituent l'aggravation des conditions de vie et d'emploi des masses laborieuses, les limitations de leurs conquêtes sociales et politiques, les manoeuvres de sabotage économique et les tentatives réactionnaires) qu'une telle voie est incompatible avec la défense des droits et des conquêtes des masses ouvrières. Les leçons du 11 mars, la participation du grand Capital et de secteurs de l'armée à la tentative réactionnaire, la nature et l'extension de la riposte des travailleurs avec ou sans uniforme, les puissantes manifestations de masse exigeant la sortie des ministres capitalistes du gouvernement ainsi que les mesures de nationalisation imposées par la mobilisation, tout cela prouve :

(a) que le grand Capital, la réaction capitaliste, ne désarment pas, qu'ils sont disposés à lancer de nouvelles attaques contre les droits et les conquêtes des travailleurs et qu'ils mettront à profit toute trêve, tout pacte avec les partis ouvriers réformistes pour la préparation de nouvelles tentatives réactionnaires;

(b) qu'il est nécessaire de reconnaître que le secret de la déroute de la réaction réside dans l'alliance étroite entre la lutte des travailleurs dans les entreprises et dans la rue et la lutte des soldats dans les casernes, qui refusèrent d'être enrôlés dans des opérations putschistes et permirent d'isoler les officiers réactionnaires;

(c) que toutes les mesures de limitation du pouvoir économique et politique du grand Capital "conduisant à la construction d'une vraie démocratie économique, politique et sociale" peuvent seulement être (et l'ont déjà été !) imposées par la pression des masses ouvrières, par leur organisation indépendante, par leur combativité et par l'élévation de leur conscience politique;

(d) que ces mesures ne peuvent être le fruit que d'un approfondissement du combat anticapitaliste des masses et que ce seront les travailleurs, leurs luttes et leur organisation autonome qui seront le seul et vrai "garant et moteur du procès révolutionnaire";

(e) en conclusion , ce ne sera pas au travers de la collaboration avec la bourgeoisie et ses partis -- qui, objectivement et subjectivement, préparèrent le terrain économique et politique au coup du 11 mars (PPD et CDS par exemple) -- qu'il sera possible de prendre de nouvelles mesures contre le pouvoir économique des capitalistes eux-mêmes. Ce but sera atteint par les mesures que les travailleurs exigeront : nationalisations des grandes entreprises industrielles et agricoles, nationalisation du commerce extérieur, du commerce de gros, réforme agraire (remettant le produit de la terre à ceux qui la travaillent), établissement du contrôle ouvrier sur la production et le commerce capitalistes.

Dès lors, seul un gouvernement des travailleurs, un gouvernement des organisations et partis ouvriers, reposant sur la mobilisation

et l'organisation permanente des masses ouvrières, pourra combattre efficacement la réaction et préparer les conditions pour l'abolition de l'exploitation capitaliste et la construction du socialisme.

L'expérience du 11 mars et de ce qui suivit démontre d'une part, aux travailleurs et aux forces révolutionnaires qu'il n'est pas possible de léguer aux Forces Armées et au MFA "le rôle de garant et moteur du processus révolutionnaire" -- comme le revendique le MFA dans son pacte -- et, d'autre part, que ce ne sera pas dans la conclusion de tels accords que nous devons rechercher "la consolidation et l'élargissement des conquêtes démocratiques déjà acquises". Finalement, cela prouve que les partis vraiment "intéressés à une telle consolidation et un tel élargissement" sont ceux qui se situent sur le terrain de l'unité et de l'indépendance de la lutte des travailleurs pour la révolution socialiste et qui ne pratiquent pas la politique de collaboration de classe.

Il importe plus, finalement, de fournir notre position de principe, par rapport à un compromis principiel qui est exigé de nous, que de discuter de la logique interne de la plateforme constitutionnelle proposée par le MFA. Mais nous ne voudrions pas passer à côté d'un point concret : le rôle prédominant de centre de décision politique dans la structure constitutionnelle du pays que jouent le MFA et le Conseil de la Révolution, du moins selon le projet d'accord du MFA. Quelles que soient les intentions des auteurs du projet d'institutionnalisation, quelle que soit la signification que les éléments progressistes du MFA attribuent à l'institutionnalisation, le résultat d'un tel processus (dans la mesure où il présuppose absentes ou escamote les contradictions qui opposent les intérêts irréconciliables de la bourgeoisie et du prolétariat et envisage les conquêtes de la classe ouvrière et de ses organisations au travers d'une collaboration avec la bourgeoisie sous la tutelle du MFA) ne peut qu'être le suivant, à plus ou moins longue échéance : la reconnaissance de fait par le MFA du regroupement et de la recomposition de la réaction capitaliste, dès lors le renforcement institutionnel de la droite au niveau de l'appareil gouvernemental peut lui permettre d'utiliser cette situation pour limiter chaque fois plus les conquêtes des travailleurs et bloquer le processus révolutionnaire.

Ainsi, au moment où nous refusons de signer un tel pacte avec les partis politiques capitalistes, nous adressons un appel aux éléments progressistes du MFA :

- afin qu'ils renforcent leur adhésion au mouvement anti-capitaliste des travailleurs;
- qu'ils passent dans le camp formé par l'alliance des ouvriers et des soldats et, de cette façon, ne s'opposent pas dans les casernes aux organisations autonomes des soldats, à leurs droits démocratiques de réunion , de discussion et de syndicalisation;
- qu'ils refusent de réprimer les luttes des travailleurs dans les entreprises et dans la rue;
- qu'ils combattent toute nouvelle tentative de la réaction de lancer, à partir des Forces armées ou en dehors d'elles, une attaque contre les droits et les conquêtes des masses laborieuses.

4 avril 1975

si votre abonnement commence avec les premiers numéros d'inprecor, il est temps de le renouveler!

notez les nouveaux tarifs:

1 an: 70 ff, 45 fs, 600 fb, $17

le prix du numéro passe à 3ff, 3fs, 30fb

NOTEZ NOTRE NOUVELLE ADRESSE :

76 rue antoine dansaert 1000 bruxelles, belgique

angola

VERS QUELLE INDEPENDANCE ?

F. CAZALS

Certes, un long chemin a été parcouru depuis juin dernier quand Spinola pouvait encore affirmer : "Nous faisons tout pour que la paix revienne dans l'outre-mer portugais". Depuis lors, la mobilisation des masses travailleuses d'Angola et du Mozambique a balayé son projet de fédération néo-coloniale.

En Angola, alors même que le "processus de décolonisation" semblait bloqué du fait de l'ampleur des intérêts impérialistes en jeu, de la division des mouvements nationalistes et des tentatives putschistes des colons blancs, on assistait rapidement à la "réconciliation" spectaculaire des mouvements de libération, à la signature des accords de Alvor avec le gouvernement portugais et à l'installation d'un gouvernement de transition quadripartite (avec les représentants des trois mouvements nationalistes et du Portugal) chargé d'administrer le pays jusqu'à l'indépendance prévue pour novembre 1975.

Mais, au-delà des déclarations "publicitaires" des dirigeants portugais sur leur "réelle volonté de décoloniser", les garanties s'accumulent pour permettre à l'impérialisme de garder sa main-mise sur toute l'Afrique australe. Car l'enjeu des luttes en Angola déborde largement le cadre des frontières de ce pays. Et c'est bien de la défense des intérêts généraux de l'impérialisme dans la région qu'il s'agit lorsque le "socialo-réaliste" Mario Soares souhaite que s'établissent "des rapports amicaux et normaux entre Lisbonne et Kinshasa"... car "il y a 2000 km de frontière commune entre le Zaïre et l'Angola". C'est ce qui s'appelle "passer la main", en assurant les meilleures conditions au programme néo-colonial. Et la politique extérieure de la Chine, qui, en vertu de la "lutte contre les deux superpuissances" fait de l'URSS son ennemi principal et appuie le jeu trouble de Mobutu en envoyant ses conseillers militaires encadrer le FNLA (Front National de Libération de l'Angola), y contribue bien autant que les silences complices des réformistes portugais sur l'avenir des investissements portugais et impérialistes en Angola.

Les «grandes manoeuvres» de l'impérialisme

L'accélération récente du "processus de décolonisation" en Angola et au Mozambique a accentué le tournant de la politique impérialiste dans toute la région. Ainsi le bastion capitaliste d'Afrique du Sud adopte aujourd'hui une attitude "bienveillante" à l'égard des nouveaux "voisins" du Mozambique, tandis qu'en Rhodésie s'amorcent des pourparlers entre Ian Smith et les nationalistes unifiés au sein de l'ANC (African National Congress -- Congrès National Africain).

L'heure serait donc à la "paix" et à la "détente" en Afrique australe, à en croire les commentaires de la presse bourgeoise. Et les fantoches africains néo-coloniaux de se réjouir de voir (enfin!) le dialogue se substituer à la lutte armée pour "règler la question coloniale", tandis que le secrétaire d'Etat américain aux "affaires africaines", plus pratique, reconnaît que l'intérêt de l'Afrique du Sud (et des capitaux US qui y sont investis !) est d' "encourager un mouvement rapide et ordonné pour parvenir à des règlements en Rhodésie comme en Namibie".

L'impossibilité de perpétuer à terme les conditions mêmes de l'exploitation capitaliste face à la montée des luttes de libération, les dangers de régionalisation du conflit, le pourrissement progressif de la situation économique et politique en Rhodésie, imposaient en effet des solutions permettant d'amorcer un processus de stabilisation politique à l'échelle régionale, à partir du dévoiement des luttes des masses africaines dans les ornières du néo-colonialisme. Objectif auquel souscrivent pleinement les Etats africains néo-coloniaux, tout aussi intéressés à contenir la dynamique révolutionnaire de la mobilisation des masses de la région.

Telle est donc la double signification de la réorientation politique de l'impérialisme en Afrique australe : limiter la dynamique des luttes et réorganiser le procès d'exploitation impérialiste en assurant la transition vers une nouvelle intégration économique et politique régionale.

Un tel remodelage de la physionomie économique et politique de la région est cependant lourd d'implications sociales et de contradictions annonciatrices d'affrontements sociaux de grande ampleur.

En Angola, devant la radicalisation des luttes des travailleurs, face à la barbarie raciste des colons blancs, une solution rapide devenait nécessaire. Sous la houlette de Mobutu (gendarme en second de la région !) et avec l'aide du gouvernement portugais, est donc tentée la mise en place d'un rapprochement Zaïre-Angola (avec Cabinda et son pétrole, bien entendu !), sous la forme d'un bloc économique et politique (et pourquoi pas d'une fédération ?) à la fois embryon et médiateur d'une future communauté économique d'Afrique centrale, garantissant une stabilité politique suffisante pour permettre une reconversion simultanée des régimes de Rhodésie, Namibie et à un moindre degré d'Afrique du Sud.

L'Angola : une néo-colonie potentielle?

Le plus souvent occultées par les analyses des réformistes portugais et des apologistes béats du "processus de décolonisation", la position stratégique de l'Angola au carrefour entre l'Afrique centrale et le sous-continent austral, l'importance de ses richesses économiques et des portentialités exploitables, la présence massive d'investissements impérialistes sont pourtant les éléments fondamentaux d'une option néo-coloniale. Car, malgré l'existence d'un secteur agricole d'économie pré-capitaliste et au-delà de la présence d'importants intérêts coloniaux, l'Angola est un pays capitaliste largement dominé par les capitaux impérialistes.

La présence impérialiste y remonte, pour une part au moins, à l'attribution des premières concessions d'exploration minière par le Portugal au 19ème siècle. Ainsi la compagnie anglo-sud-africaine DIAMANG pouvait, dès 1920, prospecter le diamant sur les trois quarts du territoire angolais. Mais l'ouverture systématique aux capitaux étrangers, consécutive au déclenchement de la lutte armée par le MPLA (Movimento Popular de Libertaçao de Angola -- Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) en 1961, entraînera l'installation, de façon prépondérante, des capitaux américains dans les secteurs pétroliers, miniers et bancaires. A l'heure actuelle, le premier client et troisième fournisseur de l'Angola, les USA achètent en particulier 54.9% du café et 40.9% du pétrole angolais, pesant ainsi lourdement sur l'avenir économique et politique du futur Etat indépendant, comme on peut déjà l'observer dans le soutien qu'apporte la Gulf Oil Corporation aux manoeuvres séparatistes réactionnaires du Front de "libération" de Cabinda (le FLEC). Cette compagnie, qui est un des plus puissants trusts américains, faisait, en 1971, par l'exploitation du pétrole de Cabinda, l'équivalent de 70 millions de dollars de recette. Une bagatelle qui constitue une sérieuse "motivation" au maintien de l'emprise économique américaine !

L'ensemble des pays impérialistes y sont ainsi "intéressés" dans un secteur ou l'autre de l'économie, des diamantifères belges aux pétroliers sud-africains et français (ELF-ERAP), sans oublier les capitaux anglais, allemands et japonais... La carte économique de l'Angola est aujourd'hui un véritable damier de concessions impérialistes diverses.

Dans cette course aux profits, le capital portugais garde encore une place importante. En effet, à travers l'association avec les capitaux étrangers et le monopole colonial du commerce, s'est développé un capital financier portugais en symbiose avec les investissements impérialistes. Ce sont les "grandes familles" Melo (de la Companião União Fabril -- CUF), Champalimaud, Espirito Santo, Borgês et Irmão ... dont les intérêts récemment nationalisés placent le gouvernement portugais comme "actionnaire direct" de l'exploitation impérialiste en Angola.

De plus, l'extension du colonat blanc (600.000 en 1973) et le gonflement des profits tirés des plantations de café ont suscité l'apparition d'une petite industrie manufacturière locale liée à la satisfaction des besoins du marché colonial, base d'accumulation de la bourgeoisie coloniale à partir de la surexploitation du prolétariat angolais.

Ce processus a entraîné une différenciation sociale au sein même de la bourgeoisie coloniale, pivot de la classe dominante en Angola et principal support de tout projet réactionnaire.

- Une grande bourgeoisie industrielle, commer-

ciale et de propriétaires terriens (patrons de petites industries, gros commerçants, planteurs...) qui contrôle les secteurs économiques secondaires et se regroupe autour de l'Association Commerciale et Industrielle d'Angola. Structurellement liée à la bourgeoisie portugaise, elle dispose d'une faible autonomie politique et s'est d'ailleurs ralliée au projet néo-colonial dans la perspective d'une extension de son champ d'activité (élargissement du marché intérieur à la population noire et projets d'investissements dans les pays néo-coloniaux voisins), et entretient dès lors des relations étroites avec le Zaïre et les mouvements nationalistes droitiers (FNLA et UNITA -- Front National de Libération de l'Angola et Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola). Mobutu est ainsi intervenu auprès des propriétaires de plantations de café, leur promettant des profits assurés au Zaïre s'ils jouaient la carte du soutien au FNLA !

- Une bourgeoisie moyenne liée à l'administration coloniale (cadres supérieurs et professions libérales).

- Une petite-bourgeoisie commerçante et administrative. C'est particulièrement dans cette couche de "petits blancs" que se rencontrent les éléments les plus ractionnaires.

Avec l'aide de la bourgeoisie portugaise et des régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, ces forces sociales ont constitué un certain nombre d'organisations réactionnaires.

-Le FUA (Front Uni Angolais) de l'ingénieur Fernando Falcão, président de l'Association Commerciale et Industrielle de Lobito, qui protesta de sa non-participation aux négociations d'Alvor !

Le PCDA (Parti Chrétien Démocrate d'Angola) dont le chef Garcia Dongala voit dans le FNLA et l'UNITA "la vraie force politique et matérielle du pays" et dans les grèves un "préjudice" pour les travailleurs et l' "économie nationale"!

Le FRA (Front de Résistance de l'Angola) formation para-militaire des colons réactionnaires que son représentant compare volontiers à l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète -- organisation réactionnaire des "pieds-noirs", français d'Algérie).

Tout comme leur absence d'autonomie politique, l'opportunisme de ces partis s'est révélé par leur adaptation aux différentes propositions avancées successivement par les représentants de la bourgeoisie portugaise pour règler le problème colonial. Après avoir défendu la fédération néo-coloniale, puis l'auto-détermination, ils proclament aujourd'hui leur attachement à l'indépendance et s'orientent vers un rapprochement avec le FNLA sous l'égide de Mobutu. Ils témoignent ainsi de leur intégration progressive au plan néo-colonial de "déstabilisation" du gouvernement de transition, par le renforcement de l'axe réactionnaire des mouvements nationalistes droitiers, du Zaïre et des partis coloniaux réactionnaires.

C'est sur le terrain des luttes que s'opère ce rapprochement, par la dénonciation des grèves, l'exacerbation du racisme et l'utilisation d'une stratégie de tension de triste mémoire.

Ainsi l'Angola a failli connaître sa "grève des camionneurs". Fin novembre, les propriétaires de camions annonçaient leur volonté de se mettre en grève contre "le manque de sécurité sur les routes". Insatisfaits par l'attribution d'escortes, ils demandent alors la démission de Rosa Coutinho (chef de la Junte gouvernementale), qualifié de "communiste" et surnommé l' "amiral rouge", au moment même où le FNLA le dénonce comme pro-MPLA. La manoeuvre était grossière et la grève n'eut pas lieu du fait de son impopularité et de la défection des petits camionneurs, mais l'impérialisme et ses agents s'essayent déjà à une situation à la "chilienne".

C'est face à l'existence de telles forces économiques et sociales qu'il faut analyser les illusions dangereuses du MPLA sur l'"unité de la nation angolaise" et les silences criminels des réformistes sur le rôle de la bourgeoisie coloniale en Angola. C'est dire aussi que le débat sur l'obtention de la nationalité angolaise n'est pas une simple clause de style quand on l'aborde en terme de classes, et qu'il est urgent d'offrir à la mobilisation croissante des travailleurs angolais des perspectives clairement anti-capitalistes.

L'enjeu des luttes des travailleurs

Ces dernières années le centre de gravité de la lutte des masses angolaises s'est déplacé des régions rurales, où étaient circonscrites la lutte armée et les zones libérées du MPLA , aux centres urbains où va s'affirmer la combativité ouvrière, notamment dans la grève de Luanda en septembre 1973. Alors même que le MPLA connaissait de sérieuses difficultés (divisions internes, difficultés militaires...), apparaissait dans les centres urbains un prolétariat jeune, fortement concentré et combatif, produit direct de l'exploitation capitaliste , qui, sans liens organiques avec la lutte armée, mais fortement marqué par le prestige du MPLA, entrait sur la scène politique en unissant dans ses luttes, malgré la répression coloniale, les revendications économiques à une conscience anti-colonialiste avancée.

Mais c'est surtout la réaction quasi spontanée des masses travailleuses aux crimes racistes perpétrés par les colons qui constitue la principale victoire du prolétariat angolais face aux atermoiements du gouvernement portugais.

Comme le note Revolução Socialista, organe des militants marxistes-révolutionnaires de Luanda : "La lutte développée dans les musseque (bidonvilles) de Luanda par les masses travailleuses, incendiant et expulsant les commerçants en réaction contre les massacres pratiqués par les forces les plus réactionnaires de la bourgeoisie, bien que peu organisée, émotive -- ce qui fit que le produit du pillage ne fut pas convenablement redistribué aux plus nécessiteux -- obligea la bourgeoisie portugaise tentée par une fédération à travers un referendum pour mettre fin à la guerre coloniale tout en perpétuant le colonialisme, à reconnaître le droit des peuples des colonies à l'indépendance".

Aux réformistes qui nient le rôle social des "petits blancs" d'Angola et se limitent à dénoncer leur racisme, nous répondons que la lutte des masses urbaines contre ceux qui symbolisent le plus directement à leurs yeux l'exploitation capitaliste (petits commerçants, usuriers à l'occasion) marque le premier stade d'un réflexe de classe, et qu'il dépendra de l'émergence et de la structuration d'une avant-garde révolutionnaire que ces réactions "émotives" dépassent l'écueil du racisme en prenant toute leur signification anti-capitaliste. Déjà des expériences avancées d'auto-organisation des travailleurs à travers la mise en place de comités de base dans les quartiers et les entreprises témoignent de la radicalisation du mouvement. Ainsi, au moment même de l'investiture du gouvernement de transition, la coordination de ces organes de base de Luanda annonçait une "semaine nationale d'action pour le pouvoir populaire" appelant les "organisations étudiantes progressistes, les commissions de travailleurs et leurs associations" à se solidariser avec l'initiative et à débattre en assemblées générales dans les usines et les quartiers du mot d'ordre de "pouvoir populaire". Vigoureusement dénoncée par l'UNITA et le FNLA qui voient dans ces "pseudo-pouvoirs populaires" une entrave à l'action du gouvernement de coalition et le "germe de l'éclatement de la société angolaise", cette semaine a été clôturée par un rassemblement populaire combatif de plus de 100.000 personnes (aux cris de "Poder Popular !") et par la réunion d'une assemblée nationale des comités de base.

Ainsi, à travers le développement de l'ébauche d'une situation de double pouvoir est posée la question de la prise du pouvoir par les travailleurs, comme débouché des luttes actuelles. Or le MPLA, hégémonique chez les travailleurs des centres urbains, appuie fondamentalement sa politique sur une stratégie d'accords au sommet, de "dialogue" avec "tous les partis" et de pari sur l'avenir du "processus démocratique" au Portugal, fixant à la mobilisation des masses un rôle de "pression pour aménager les rapports de force au sein du gouvernement. Face à l'ampleur de la mobilisation et à sa dynamique, le MPLA est, cependant, contraint d'adopter une attitude ambiguë. Ainsi, le même Neto (président du MPLA) qui défendait le principe du "pouvoir populaire" à Benguela et dénonçait dans un meeting populaire à Luanda "les laquais de l'impérialisme" qui veulent empêcher que "le peuple assume le pouvoir", cautionne le FNLA et l'UNITA au sein du gouvernement de transition en souhaitant une collaboration plus étroite au nom de l' "unité de la nation angolaise" (sic !) au moment même où les provocations des bandes armées du FNLA se font plus violentes.

Dans cette situation, la réponse politique du MPLA est largement insuffisante , se voulant "réaliste"pour barrer la route aux ultras, il prône l'alliance avec les secteurs démocratiques (alliance qu'il pratique avec le MDA -- Mouvement Démocratique Angolais) refusant d'assumer les tâches de préparation des masses à l'affrontement inévitable avec la réaction, traçant ainsi la trajectoire du reflux de la mobilisation sous les coups des attaques contre-révolutionnaires. Or, la simple référence tactique au "pouvoir populaire" n'est pas suffisante pour ouvrir la voie à la prise du pouvoir par les masses travailleuses. Des perspectives anti-capitalistes centrales sont donc indispensables pour éviter un effilochement des luttes à travers des replis localistes. D'autant plus qu'aujourd'hui, le cadre néo-colonial fixé par les accords d'Alvor commence à subir les premiers assauts des masses comme en témoigne la manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de Luanda contre la décision gouvernementale de "militariser" le travail dans le port de la capitale et la multiplication des grèves qui affirment la volonté des travailleurs d'expulser les patrons et cadres racistes.

S'en remettant au strict cadre des "accords conclus", le MPLA se trouve aujourd'hui écartelé entre sa liaison au sommet avec les forces réactionnaires au sein du gouvernement et la participation à la base à la mobilisation des travailleurs angolais.

Un gouvernement de transition... vers quelle indépendance?

Les accords d'Alvor avec le gouvernement portugais, muets sur l'avenir des capitaux impérialistes, sont par contre tout à fait explicites sur la nécessité du "respect des liens et intérêts légitimes des portugais domiciliés en Angola". Le gouvernement de transition se trouve ainsi être l'instrument privilégié d'une solution néo-coloniale d'ores et déjà inscrite dans les faits. L'absence des représentants directs de la bourgeoisie coloniale, de la fraction Chipenda du MPLA et du FLEC de Cabinda apparaît comme une mesure provisoire destinée à étaler dans le temps l'intégration des divers éléments du plan néo-colonial. En effet, depuis lors, Chipenda a rejoint le FNLA et sa participation au gouvernement de coalition

est envisagée, tandis que Neto (du MPLA) propose de "discuter avec ceux qui veulent la séparation de Cabinda et de trouver la meilleure solution" (une fédération "pétrolière" Angola-Zaïre-Cabinda peut-être ?). De son côté, Roberto Holden (président du FNLA) propose un "dialogue sans exclusive" au nom des "intérêts supérieurs de la nation angolaise" (toutes classes et tous capitaux mêlés bien entendu !).

Ainsi, autour de la table des négociations d'Alvor étaient représentés l'ensemble des médiateurs du projet néo-colonial, tandis que se profilait derrière eux l'ombre des intérêts capitalistes en Angola.

Le rôle du gouvernement portugais s'y limitait à celui d'intermédiaire dans la défense des intérêts des colons et des investissements capitalistes en Angola. Car comme le constatait Almeida Santos (ministre de la "décolonisation") "le Portugal n'est pas assez riche pour alimenter la moindre vélléité néo-coloniale" (pour son propre compte évidemment !). La récente nationalisation des banques implique pourtant directement le gouvernement portugais dans l'exploitation économique de l'Angola.

Le FNLA dont les liens avec l'impérialisme sont évidents à travers l'aide qu'il reçoit du Zaïre de Mobutu (bastion des investissements capitalistes en Afrique Centrale) est le pion le plus sûr de la stratégie impérialiste. Foncièrement régionaliste (bastion bakongo dans le Nord), droitier, ce mouvement a constitué une véritable armée des frontières qui occupe aujourd'hui, en collaboration étroite avec les planteurs coloniaux, la riche région agricole d'Uige au Nord de l'Angola. A Dalatando, capitale du district de Cuaza Norte, le FNLA a inauguré récemment une "maison du peuple" et un hôpital dans les dépendances mêmes de la firme de café de Santos Dinis, l'aimable donateur. On imagine aisément la contrepartie quant au rôle "modérateur" du FNLA sur les luttes des travailleurs agricoles des plantations coloniales !
Par l'intermédiaire du CAAT (Centre Afro-Américain du Travail) qui encadre les "syndicats" zaïrois, le FNLA est lié à l'officine syndicale pro-impérialiste de la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres). Déjà en 1973 au Zaïre avait eu lieu un séminaire de formation syndicale (!) organisé par la CGTA (Conférence Générale des Travailleurs Angolais), la Ligue Générale des Travailleurs Angolais et le FNLA en collaboration avec le CAAT. Il n'est pas étonnant de voir aujourd'hui le FNLA dénoncer la "campagne pour le pouvoir populaire", car elle conduit le pays "à une dictature populaire, et la population angolaise qui est croyante refuse énergiquement le communisme athé", et s'opposer à toute unification syndicale. Devant le développement des luttes, il multiplie les appels à l' "unité, la responsabilité et la discipline des angolais" et les dénonciations des "campagnes d'agitation, de subversion et d'agression idéologique au sein du peuple".

contre tou
solution n

Le FNLA s'affirme donc comme l'élément moteur de la répression, recourrant aux provocations les plus violentes contre les militants radicalisés du MPLA, comme à Luanda où une cinquantaine de militants furent assassinés, tandis que son armée des frontières apparaît de plus en plus comme l'axe central du potentiel militaire réactionnaire. Ainsi, le mois dernier, un commando armé du FNLA mettait à sac les

e
-coloniale !

installations de la radio de Launda, malmenant les travailleurs et torturant un speaker proche du MPLA, accusé d'avoir donné trop d'écho à la "campagne pour le pouvoir populaire", tandis qu'une colonne motorisée de 500 militaires du FNLA vient de s'installer dans la capitale, renversant ainsi le rapport de forces militaire avec le MPLA en prévision d'affontements sociaux plus violents à l'approche de l'indépendance.

L'UNITA de Jonas Savimbi (transfuge du FNLA) a longtemps collaboré avec les troupes portugaises contre le MPLA. Bien qu'appuyée jusqu'en 1970 (et, semble-t-il de nouveau) par la Chine et soutenue par les groupes mao-staliniens en Europe (à cause de son verbiage maoïsant), l'UNITA apparaît, à travers le soutien dont elle bénéficie de la part de certains colons blancs (notamment du FUA de Falcão), comme une pièce maîtresse de la stratégie néo-coloniale. Sa tactique actuelle pour abuser les masses angolaises consiste à "mettre en veilleuse" ses contacts gênants avec les colons blancs et à affirmer sa volonté de "construire une société socialiste", car le peuple angolais est "très intransigeant" à l'heure actuelle et se méfie des organisations subissant des "influences extérieures". Ce mouvement affirme jouer un "rôle modérateur dans l'alliance gouvernementale", mais la pente naturelle du nationalisme droitier le pousse à une coopération étroite avec le FNLA. "Force d'union, de paix et d'harmonie entre les races et les divers secteurs et couches de la population" comme elle se définit elle-même, l'UNITA déploie ses efforts "dans le sens du maintien de l'ordre" (capitaliste !) comme l'exprime l'attitude de Savimbi exortant les travailleurs en grève à Lobito à la reprise, en se mettant au travail à leur place.

Dans ce contexte, la tâche essentielle du gouvernement de transition est de préparer le cadre juridico-politique néo-colonial pour assurer, au moment de l'indépendance, une transmission du pouvoir en dehors de toute mobilisation populaire anti-capitaliste d'envergure. Les premières mesures prises en février dernier témoignent parfaitement de cette préoccupation. Ainsi à la suite des affrontements de Luanda "tout rassemblement populaire" fut interdit, pendant que le conseil des ministres appelait "les travailleurs et les organismes syndicaux à suspendre toutes grèves jusqu'à ce que le gouvernement de transition prenne des mesures nécessaires pour la réglementation de la sauvegarde des droits des classes travailleuses".

Quant au MPLA que nous ne plaçons pas sur le même plan que l'UNITA et le FNLA, c'est son hétérogénéité et sa faiblesse politiques, ses déviations bureaucratiques qui l'intègrent de fait dans le processus colonial. L'acceptation du "compromis" d'Alvor qui se situe dans la lignée des décisions opportunistes assumées bureaucratiquement par la direction sous la pression des Etats néo-coloniaux est le produit direct de ces carences politiques (et secondairement des influences staliniennes). Ce carcan interdit le dépassement, par le MPLA dans son ensemble, de la politique actuelle d'appui tactique sur le mouvement de masse dans le cadre d'un projet réformiste à dimension étroitement nationale. D'autant plus que se manifeste un inquiétant processus unifiant entre le FNLA, l'UNITA et les éléments les plus droi-

tiers du MPLA autour de la dénonciation des "grèves qui mettent en danger l'économie nationale" et de l'appel à la collaboration avec les "formations politiques non présentes à Alvor", jetant ainsi les bases d'un élargissement à droite du gouvernement de transition.

Cette politique de la direction du MPLA, loin de permettre l'économie d'affrontements sociaux inéluctables entre les masses travailleuses et les divers représentants des intérêts capitalistes en Angola, constitue au contraire les prémisses d'une capitulation devant ces intérêts.

Pour une alternative révolutionnaire

Cependant, la mobilisation sur laquelle le MPLA est forcé de s'appuyer engendre une dynamique de lutte qui entre en opposition avec la politique opportuniste de sa direction envers la petite-bourgeoisie et la fraction "libérale" de la bourgeoisie coloniale, accentuant ainsi les contradictions internes du mouvement. La pratique bureaucratique de la direction et les limites qu'elle fixe à la mobilisation des travailleurs sont des facteurs qui permettent, a contrario, la radicalisation des militants de base au contact direct avec la mobilisation populaire. La participation à l'appareil d'Etat accentue d'autre part les pressions néo-coloniales sur le MPLA tandis que s'accroît l'autonomie politique de sa direction par rapport à sa base militante.

Aujourd'hui, ce mouvement est l'objet d'une double évolution. D'une part, le renforcement du courant Neto et l'élimination des deux autres tendances issues du dernier congrès, d'autre part, l'amorce d'une radicalisation de sa base et d'un éparpillement au sein de comités locaux traversés par de nombreux courants politiques. C'est ce que traduisent les dernières décisions du Comité Central du MPLA (février 1975). Alors même qu'est envisagée une réorganisation, afin que le MPLA "suive plus conséquemment une ligne de masse" et que s'opère "une étroite liaison entre la base et le sommet", est réaffirmé l'appui au gouvernement de transition et la disposition du MPLA "à collaborer étroitement avec lui". Ce mouvement à vocation multi-classiste a toujours caché derrière les termes vagues d' "indépendance réelle" ou de "gouvernement national et démocratique" (et aujourd'hui de "pouvoir populaire") l'absence de débat et de vie démocratique de l'organisation, qui se traduit aujourd'hui par son extrême hétérogénéité et l'omnipotence d'une direction politique représentant un courant nationaliste réformiste.

Le renforcement du courant Neto, du fait de son prestige "historique" dans les masses angolaises et du soutien des réformistes locaux, permet le développement de la collaboration entre le MPLA et le MDA (organisation aux conceptions "libérales", composée d'avocats, membres des professions libérales, assez proche du Parti communiste portugais) et une recomposition du champ politique intérieur du MPLA.

Ainsi, les pourparlers engagés entre la direction Neto et les représentants de la tendance "révolte active", Mario et Pinto de Andrade et Gentil Viana, semblent s'orienter vers une réintégration individuelle de ces éléments, comme en témoigne le maintien de Pinto de Andrade à la vice-présidence du MPLA. L'hétérogénéité de cette tendance était, il est vrai, très importante. Mais, au-delà du "regroupement familial" autour des Andrade s'organisaient des éléments maoisants qui dénonçaient la "pénétration du social-impérialisme par Neto". Disposant d'une appréhension empirique des pressions staliniennes sur la direction Neto, ces éléments semblent sans avenir, coupés de la mobilisation des travailleurs et sans perspectives alternatives. D'ailleurs, bon nombre de ces militants ont soit "décroché" purement et simplement, soit rejoint individuellement le MPLA.

Le cas de la tendance "Révolte de l'Est" de Chipenda est différent et a été règlé de façon beaucoup plus énergique. Le MPLA a lancé une opération militaire contre les représentations en Angola de cette fraction qui apparaissait de plus en plus ouvertement comme l'élément d'un projet réactionnaire de guerre civile. Ce groupe aurait d'ailleurs récemment reçu des armes et des mercenaires entraînés au Brésil.

Mais cette "opération militaire" entreprise sans faire appel à la mobilisation des travailleurs est justifiée dans un communiqué du MPLA par le respect des accords d'Alvor "bases politiques et constitutionnelles... de la décolonisation de notre pays" (!). Et aujourd'hui c'est au sein du FNLA (et bientôt du gouvernement ?) que Chipenda peut s'intégrer, "couvert" par les accords d'Alvor, à la stratégie impérialiste.

Cette politique de tractations au sommet et de référence aux accords d'Alvor (cadre néo-colonial en pointillé) ne peut que renforcer l'agressivité des forces réactionnaires et la cohésion des courants droitiers au sein même du MPLA.

Aussi, c'est surtout hors du MPLA, au sein des comités locaux, qu'apparaissent dans les centres urbains les différents courants politiques, dont de petits noyaux marxistes-révolutionnaires aux contours encore imprécis, mais qui tentent d'élaborer une stratégie de lutte anti-capitaliste, liant le combat des masses angolaises à la lutte pour la révolution socialiste à l'échelle internationale.

-Les comités Amilcar Cabral, qui publient un journal "Revoluçâo Popular" et des suppléments sous le titre "Libertaçâo Nacional". La double dénomination de leur presse rend

déjà compte des conceptions étapistes et maoïsantes de ces groupes qui luttent pour l' "indépendance complète" et la "démocratie populaire". Leur compréhension empirique du développement embryonnaire d'une situation de dualité de pouvoir en Angola (opposant le "pouvoir bourgeois du palais" au "pouvoir populaire du pays") ne leur permettent pas d'offrir, au-delà d'une propagande générale pour "la consolidation du pouvoir populaire" et la "démocratie populaire", des perspectives alternatives traçant la voie de la prise du pouvoir par les travailleurs.

- Les comités Unité, émanation de militants du Parti communiste portugais, comprenant des membres du MPLA.

- Les comités Henda, du nom d'un héros de la lutte armée du MPLA, regroupent des militants maoistes influencés par le MRPP (groupe maoiste portugais) et semblent implantés dans certains bidonvilles de Luanda.

Cependant, l'ensemble de ces groupes se situent encore dans le cadre du nationalisme radical enrobé de formulations maoisantes gradualistes et se limitent à un alignement suiviste sur le MPLA assorti d'un gauchissement du "programme maximum" par une propagande pour la "démocratie populaire". Face à l'affirmation du nécessaire dépassement du MPLA dans la perspective d'une lutte résolue pour la révolution socialiste, ces courants, faisant abstraction des tâches de développement des luttes des masses travailleuses dans la perspective d'une prise du pouvoir révolutionnaire, se cramponnent à une conception quasi "morale" de l'unité du MPLA, niant ainsi la profonde hétérogénéité de ce mouvement.

- A partir de la diffusion rapide des idées marxistes-révolutionnaires au Portugal même et de la nouvelle situation créée par le coup d'Etat du 25 avril, s'est regroupé à Luanda un petit noyau marxiste-révolutionnaire autour du journal "Revolução Socialista" qui expliquait ainsi, dans l'éditorial de son numéro de septembre 1974, les raisons de son existence :

"Ouvriers, travailleurs angolais !

Non ce n'est pas un parti de plus qui surgit! Mais apparaît seulement un journal qui se réclame des travailleurs pour les travailleurs, qui veut être avec eux dans leurs luttes, dans leur vie quotidienne, les aident à surmonter les obstacles sur le chemin pour une Angola véritablement libre, pour une indépendance absolument complète, dans laquelle l'exploitation, faite par qui que ce soit, sera une fois pour toute rejetée de notre terre, pour une Angola socialiste.

Tout le pouvoir aux travailleurs. Pour une Angola indépendante et socialiste."

Seul journal à affirmer l'actualité du combat pour la révolution socialiste en Angola, "Revolução Socialista" soutient le MPLA dans ses initiatives de masse, à partir de l'analyse des contradictions internes de ce mouvement et de ses rapports avec le mouvement de masse, tout en affirmant le maintien de l'autonomie politique de sa propagande.

Aussi appelle-t-il les camarades militants du MPLA et tous les travailleurs angolais à "dépasser la phase de démocratie nationale et à entreprendre la construction d'un parti révolutionnaire, avant-garde de la lutte des travailleurs pour la conquête du pouvoir, pour la révolution socialiste".

Malgré ses forces théoriques et matérielles encore limitées, "Revolução Socialista" se bat pour faire apparaître l'enjeu des luttes actuelles des travailleurs angolais, en développant une propagande pour l'auto-organisation et l'autodéfense, popularisant les grèves ouvrières exemplaires, dénonçant les partis réactionnaires et leur collusion avec les mouvements nationalistes droitiers, appelant à la constitution de syndicats de classe des travailleurs, seule force sociale capable de mener réellement à bien les tâches de libération nationale à travers leur dépassement dans la lutte pour le pouvoir des ouvriers et paysans, à travers l' "union révolutionnaire" du prolétariat et de la paysannerie angolais , inscrivant enfin leur lutte dans le combat des masses opprimées de tout le continent africain pour la révolution socialiste. ■

le referendum sur le marché commun

B. HERON

Le premier referendum de toute l'histoire de la Grande-Bretagne est prévu pour le 5 juin prochain. Ce vote devra décider si la Grande-Bretagne doit rester dans le Marché Commun (CEE -- Communauté Economique Européenne) selon les termes renégociés par le gouvernement travailliste. Le cabinet travailliste (à 16 contre 7) et le Parlement (à 396 contre 170) ont tous les deux recommandé de voter Oui.

L'enjeu de ce referendum revêt une importance objective. Un rejet populaire de la CEE aurait des conséquences graves pour le Capital. La bourgeoisie britannique a besoin de la CEE pour renforcer son marché et pour stimuler la rationalisation de l'économie britannique, et trouver les capitaux nécessaires pour cette rationalisation. Mais, plus que cela, le Capital veut commencer à opposer un rapport de forces international plus centralisé contre l'immense force organisée de la classe ouvrière, et le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun constitue un des facteurs qui devrait permettre de briser la force de la classe ouvrière britannique. Si la situation actuelle de la CEE ne rend pas un tel projet crédible à court terme, le maintien dans la CEE peut offrir à la bourgeoisie une certaine marge de manoeuvre en lui fournissant de nouveaux marchés et des influx de capitaux plus facilement disponibles.

Les organisations ouvrières, d'un autre côté, bien que profondément méfiantes face à toute forme d'organisation internationale, ne sont pas prêtes à affronter une nouvelle étape, plus internationale, de la lutte contre le Capital. Les sentiments contradictoires dans la classe ouvrière par rapport au Marché Commun, l'engagement unanime de la bourgeoisie à maintenir l'appartenance britannique et l'incapacité de la gauche travailliste à organiser une sérieuse campagne internationaliste contre la CEE rendent fort possible une victoire du Oui au referendum. Ceci représentera sans aucun doute une défaite pour la classe ouvrière. La bourgeoisie aura atteint son but immédiat sans que les travailleurs aient utilisé le referendum comme une occasion de lancer une bataille politique.
Mais un vote pour le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun aurait une signification spécifique au-delà de simplement souligner la faiblesse politique du mouvement ouvrier. Bien qu'une défaite de la classe ouvrière dans ce referendum n'aurait pas d'effets immédiats graves sur les rapports de forces d'ensemble entre les classes en Grande-Bretagne (précisément parce que, jusqu'ici, les travailleurs n'ont pas lié leurs luttes syndicales au problème du Marché Commun de façon directe et centrale), une victoire du Oui donnerait à la bourgeoisie de plus grandes marges de manoeuvre sur le plan politique. En renforçant la position de la droite pro-CEE ceci aurait des conséquences sur la campagne de la classe dominante qui vise à forcer le gouvernement travailliste à adopter une forme de politique des revenus plus stricte.

Il semble actuellement probable que le referendum approuvera le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Les deux principales raisons en sont la situation actuelle dans la classe ouvrière et, lié à cela, le type de campagne anti-Marché Commun qui est lancée par la gauche travailliste opposée à l'appartenance à la CEE.

La position de la classe ouvrière

La position de la classe ouvrière sur la ques-

tion de l'appartenance de la Grande-Bretagne au Marché Commun est clairement divisée. Des chiffres de sondage montrent que environ 48% de la population voteraient pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE et seulement 34% contre (sondage de l'Opinion Research Center publié en mars). Des sondages publiés plus tard indiquent que la tendance est à un soutien plus grand pour la CEE. Même en Ecosse, un des principaux centres de l'opposition au Marché Commun, des sondages montrent que 37% de la population sont pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE (contre 34% en mars et seulement 29% en février).

Parallèlement, le pourcentage des "sans opinion" est passé de 23 à 27%. Un sondage des partisans travaillistes en Ecosse indique une forte minorité (29%) en faveur du maintien dans la CEE. Plus au sud, la proportion des partisans travaillistes qui voteront Oui est plus grande. Bien qu'il faille être prudent (à cause du nombre important d'électeurs n'ayant pas encore fait leur choix, du nombre probable des abstentions, du fait que la campagne n'en est encore qu'à son commencement et du caractère généralement peu sûr des sondages), certaines conclusions peuvent néanmoins être tirées.

Il est clair, à cette étape, qu'une section significative de la classe ouvrière n'est pas opposée à l'appartenance à la CEE. D'ailleurs, le nombre important de "sans opinion" montre qu'une polarisation profonde de la société sur ce problème ne s'est pas encore opérée. Ce manque de polarisation est en partie dû au type de campagne menée par la gauche, en particulier au sein du Parti travailliste. Mais la nature de la campagne de la gauche et les positions des masses travailleuses s'influencent mutuellement.

De plus, certains facteurs objectifs expliquent pourquoi la réponse de la classe ouvrière et de son avant-garde a été jusqu'ici limitée. Le premier facteur est le développement de la lutte pour le maintien du niveau de vie face à la croissance du chômage et à la spirale de l'inflation. Le taux d'inflation est d'environ 20% tandis que les hausses de salaires sont juste en-dessous de 30%. La situation semble relativement calme si on la compare aux périodes de pointe des luttes, au moment de la dernière grève des mineurs par exemple. (En réalité, les chiffres montrent qu'il y a eu plus de jours de grève perdus l'an passé que dans aucune autre année, sauf pour 1926 et 1972). Mais les grèves ont été relativement fragmentées, par suite du fait remarquable que le niveau de vie de la classe ouvrière a augmenté plus rapidement que l'inflation et ceci malgré la croissance du chômage. Tel est le prix que la bourgeoisie doit payer pour son manque d'instrument politique efficace lui permettant d'affronter les syndicats.

Mais cette situation a un effet paradoxal sur la question du Marché Commun. Un des principaux arguments de ceux qui s'opposent au Marché Commun était le fait que les prix plus élevés au sein de la CEE (en particulier pour les produits alimentaires) par rapport aux prix que la Grande-Bretagne devrait payer en dehors du Marché Commun, entraîneraient des conséquences graves pour les travailleurs. Mais vu la hausse des prix des produits alimentaires dans le monde et les subventions accordées à la Grande-Bretagne par la CEE pour certains produits, comme le sucre par exemple, cet argument n'est plus valable. Ce fait, combiné à la capacité de la classe ouvrière de maintenir et même d'augmenter son niveau de vie, a enlevé tout fondement à l'argument selon lequel la CEE représente une attaque contre les porte-monnaies britanniques. Afin de s'attaquer aux implications à plus long terme du Marché Commun pour le niveau de vie des travailleurs, la gauche travailliste devrait lancer une lutte contre les tendances plus générales à un renforcement politique et organisationnel de la classe capitaliste britannique (dont le maintien dans le Marché Commun fait partie). Ceci poserait à son tour le problème d'une stratégie politique visant à renforcer la classe ouvrière -- et ceci est un problème que les principales organisations de la classe ouvrière ne veulent pas ou ne peuvent pas aborder.

Il y a d'autres facteurs qui opèrent dans la même direction. Le caractère fragmenté des luttes ouvrières dans la période actuelle signifie que les problèmes politiques que recouvre le débat sur la CEE ne coïncident pas avec les luttes syndicales nationales centrales contre la bourgeoisie. Le lien entre les luttes syndicales sur les salaires et les luttes sur les problèmes politiques que recouvre le referendum sur le Marché Commun aurait pu produire une situation de profonde polarisation de classe. La classe ouvrière aurait alors vu la défense du Marché Commun par la bourgeoisie comme un autre aspect de l'attaque générale contre le niveau de vie à laquelle les travailleurs ont déjà dû riposter. Le referendum serait alors devenu une manifestation de la lutte de classe générale.

Au lieu de cela, la question de la CEE est apparue comme un problème politique "séparé". Ce type de "séparation" des problèmes "politiques" et "économiques" est un trait historique général du mouvement ouvrier britannique, un aspect de la division entre la politique et le trade-unionisme. Mais l'héritage historique est exacerbé par la social-démocratie de gauche, qui mène sa campagne contre le Marché Commun autour de thèmes définis comme étant "au-dessus" de la lutte de classes. (La défense de la souveraineté nationale par exemple). Bien que les actions de la direction syndicale contre l'orientation du gouvernement travailliste de 1964-70 et les actions

et déclarations actuelles de certains éléments de la social-démocratie de gauche aient commencé à rompre avec cette division historique, cette dernière n'est pas facile à surmonter. Même les secteurs de la classe ouvrière qui voient la question de la CEE comme un débat politique considèrent que celui-ci doit être mené par les partis détenant le monopole traditionnel de la "politique" dans la société bourgeoise. Et là, à nouveau, la faiblesse des arguments avancés par la plupart des opposants au Marché Commun, au mieux sème la confusion, au pire renforcent l'opinion que le débat sur la CEE n'est, de toutes façons, pas important.

La conséquence de tout cela est que le referendum sur la CEE ne se déroule pas dans des conditions politiques du type de celles qui caractérisèrent le referendum sur le divorce en Italie en mai 1974 : une division stricte de toute la société et des partis politiques en fonction de la posisition de ces forces dans la lutte de classes en général.

La campagne de la gauche travailliste

Il est clair que la "combativité" de la campagne de la gauche travailliste sera tempérée par l'attitude dominante dans la classe ouvrière et sa bureaucratie. En effet, il ne serait guère à propos pour la gauche travailliste de sortir du gouvernement si la majorité écrasante de la classe ouvrière n'appuyait pas sa position. Cependant, un examen de la campagne développée par la gauche travailliste montre comment celle-ci illustre les attitudes prédominantes dans la classe ouvrière, renforçant leurs aspects les plus négatifs. Les principaux thèmes de la campagne de la gauche travailliste insistent sur le danger pour la souveraineté nationale représentés, soi-disant, par la "bureaucratie sans visage" de Bruxelles (il faut noter en passant qu'il y a plus de bureaucrates attachés au Ministère de la Santé Publique à Londres qu'aux bureaux du Marché Commun à Bruxelles), et un "internationalisme" abstrait et frauduleux qui explique que la CEE est une "communauté fermée, tournée sur elle-même". Apparemment la défense de la souveraineté nationale va de pair avec le véritable internationalisme !

La pierre angulaire de la campagne de la gauche est la défense du Parlement qui est présentée, dans le style social-démocrate classique, comme un organe se situant au-dessus des étroits et sordides intérêts d'affaires. Et la classe ouvrière est présentée comme le défenseur le plus consistant de l'Etat "neutre" actuel. De plus, la gauche travailliste a été incapable de briser l'idée que la sortie du Marché Commun entraînerait une retraite vers une économie de "siège" qui impliquerait des coupures drastiques des importations, une rationalisation totale de l'économie (avec une forte croissance du chômage), et une restructuration totale de l'économie britannique. L'absence d'un modèle économique alternatif crédible à opposer à l'appartenance à la CEE est le résultat de la capacité bien connue de la gauche travailliste à refuser d'admettre l'évidence : la seule alternative à la fois au Marché Commun et à une économie "de siège" est d'attaquer la nature capitaliste de l'économie et de la société britanniques.

Mais la logique de la campagne de la gauche travailliste, à la fois dans sa forme et son contenu, élimine une telle approche. Dans sa forme, la campagne a été compromise dès le départ. La gauche travailliste (à part quelques exceptions notables comme Wedgewood Benn) s'est alignée sur la petite-bourgeoisie et des forces réactionnaires, partageant des tribunes publiques avec elles et permettant à ces forces réactionnaires de gagner une certaine crédibilité au sein de la classe ouvrière. (De telles opérations sont essentielles pour les projets bonapartistes de Powell et de ses partisans). Par exemple, Clive Jenkins, le dirigeant de l'Association du Personnel Scientifique, Technique et de Maîtrise (Association of Scientific, Technical and Managerial Staff), qui se trouve à la gauche de la bureaucratie syndicale, a parlé à Folkestone sur la même plateforme que Powell. A Bristol le député de gauche Ron Thomas a parlé sur la même plateforme que le député Richard Body, extrémiste de droite et membre du Monday Club, conservateur de droite. Ce n'est qu'en février que la campagne "Get Britain Out" (Faire Sortir la Grande- Bretagne) a envisagé d'exclure l'organisation fasciste National Front, après que la Cooperative Society, une organisation des commerçants de gros et de détail liée au Parti travailliste et contrôlée dans certaines régions par le Parti Communiste, ait fait un don important. L'IMG (International Marxist Group -- Groupe Marxiste Internationaliste, section britannique de la IVème Internationale) a mené une campagne, qui a rencontré un succès partiel, contre la collaboration de classe défendue par la gauche travailliste et le PC, en particulier en Ecosse. Cependant, la forme de la campagne de la gauche travailliste découle logiquement des points autour desquels cette campagne a été organisée.

Le caractère "tiède" de la campagne de la gauche travailliste s'est également reflété au sein du Parti lui-même, dans la lutte contre la droite travailliste. Depuis le début de l'actuel gouvernement, la gauche travailliste a systématiquement capitulé face à toutes les luttes importantes contre la droite travailliste. Au cours du congrès du Parti travailliste de l'hiver dernier, la gauche a évité la confrontation qui s'annonçait sur la question de savoir si la conférence du Parti travailliste devait contrôler la politique et la conduite des membres du Parti au Parlement. Aujourd'hui, après avoir fait beaucoup de bruit, la gauche recule à nouveau, cette fois-ci sur le problème qui semblait menacer de scissionner le parti il y a six mois : le Marché Commun.

Le Comité Exécutif National du Parti travailliste (la direction nationale élue par la conférence) adopta une résolution contre le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun mais refusa de mobiliser toute la machine du parti dans la campagne anti-CEE. Le Trade-Union Congress (TUC -- Confédération Syndicale centrale) n'organisera pas de conférence spéciale pour discuter les termes renégociés de l'appartenance de la Grande-Bretagne, à l'évidence parce que certains syndicats importants pourraient soutenir la ligne majoritaire du cabinet travailliste en faveur de l'appartenance. Quand les termes renégociés furent soumis au vote du Parlement, les résultats furent plus favorables à la gauche qu'on pouvait s'y attendre (144 députés travaillistes, une majorité des présents, votèrent contre la recommandation de leur cabinet). Mais, durant le débat au Parlement, seul Eric Heffer, Ministre d'Etat pour l'industrie, dépendant de Anthony Wedgewood Benn, parla contre la ligne du cabinet. L'accord qui avait été atteint au sein du cabinet travailliste permettant la liberté de vote au Parlement et la liberté de manifester publiquement ce désaccord avec le gouvernement pour ceux qui étaient contre le maintien dans le Marché Commun (ce qui ne représente pas une concession si importante si on se souvient que la majorité du Parti travailliste, y compris la direction, est contre l'appartenance) ne s'étend pas apparemment au Parlement. Heffer doit être démis de ses fonctions.

En vérité, la droite est à l'offensive, malgré sa position minoritaire. Jenkins, Ministre de l'intérieur et principal défenseur de la CEE au sein du cabinet, s'est battu contre la liberté de vote au Parlement en se basant sur le fait que le Parti travailliste devait voter contre l'appartenance à la CEE selon les termes élaborés par le gouvernement conservateur au pouvoir quand la Grande-Bretagne entra dans la CEE. Finalement, même en Ecosse, l'organisation qui se nomme "Scottish Labour Against the Market " (Les Travaillistes Ecossais Contre le Marché Commun), mise en place après la conférence du Parti travailliste écossais et qui, au moins partiellement, rompt avec la notion d'une campagne multi-classiste, a décidé de ne pas utiliser toute la machine du Parti et a rejeté la campagne de porte à porte.

Pour la gauche travailliste, le lien avec la classe ouvrière passe par la bureaucratie syndicale. Les changements décisifs d'attitude dans la base du mouvement ouvrier se reflètent plus dans des tournants de la bureaucratie que dans des tournants de l'appareil du Parti travailliste; or, la bureaucratie syndicale est également absente de la campagne sur le Marché Commun. On peut s'attendre à ce que les deux principaux syndicats (le Transport and General Workers Union -- syndicat des transports, et l'Amalgamated Union of Engineering Workers, syndicat de la métallurgie) jouent un rôle important dans la prochaine conférence du Parti travailliste, mais aucune mesure n'a été prise pour rallier les syndicats en tant que tels à la campagne contre le Marché Commun. En fait, malgré l'improbabilité d'un tel fait, certains journaux bourgeois espèrent que le syndicat de la métallurgie pourrait être divisé en deux au cours de la conférence travailliste ou pourrait même voter pour la position du cabinet. Le Sunday Times du 13 avril écrivait : "Malgré leur réputation de combativité sous la direction de M. Hugh Scanlon, les métallos sont restés calmes sur la question du Marché Commun ... Dans ces circonstances, un vote pour le Marché Commun reste possible".

D'après des sources syndicales, au début avril les syndicats étaient prêts à dépenser un maximum de £ 10.000 (100.000 FF, 60.000 FS, 800.000 FB) dans la campagne anti-CEE. Le journal bourgeois The Economist affirmait que cette décision faisait partie d'un complot visant "à se faire passer pour des opprimés". Cette explication semble très peu plausible. Il est plus probable que la bureaucratie est consciente de la confusion qui existe au sein de la classe ouvrière sur la question du Marché Commun et a décidé qu'une campagne anti-CEE trop vigoureuse pourrait causer trop de dommage au contrôle politique de la bureaucratie sur la base ouvrière.

En somme, les tensions au sein du Parti travailliste sur la question du Marché Commun n'ont pas débouché sur la guerre ouverte, les démissions massives du cabinet et les mobilisations de la base qui étaient attendues. Bien que la campagne sur le Marché Commun sera probablement orageuse, il est peu probable qu'elle se développe en un véritable effondrement de la direction travailliste dans le cabinet. La principale raison en est la retraite de la gauche travailliste. En dernière instance, cette retraite spécifique est basée sur les faiblesses politiques et historiques du mouvement ouvrier dans son ensemble, faiblesses que les différents types de réformisme existant actuellement ne peuvent pas corriger mais seulement renforcer, et qui sont mises en relief par des questions politiques centrales comme celle du Marché Commun.

Les conséquences possibles

La faiblesse de la gauche travailliste dans la campagne contre la CEE et la possibilité croissante d'une victoire du Oui au referendum auront, potentiellement, des répercussions importantes sur l'arène politique. Quand la grève des mineurs et la solidarité de la classe ouvrière face à la semaine de trois jours obligèrent Heath à organiser des élections législatives au cours desquelles aucun parti ne remporta une majorité au Parlement, l'ordre politique bourgeois fut déséquilibré. La force syndicale et organisationnelle de la classe ou-

vrière avait pénétré l'arène politique bourgeoise, déclenchant une crise fondamentale. La base sociale du Parti conservateur était fracturée; gouverner avec le Parlement devenait extrêmement difficile. Certains des problèmes fondamentaux issus de cette période doivent encore être résolus par la bourgeoisie, et il n'est pas possible de les résoudre dans le futur immédiat. Mais une issue victorieuse pour la bourgeoisie dans ce referendum briserait sa paralysie partielle et lui permettrait de prendre à nouveau quelques initiatives politiques. La campagne sur le Marché Commun est donc un test pour voir si l'on peut s'attendre à un soulèvement sur tous les fronts de la classe ouvrière. La classe dominante utilise cette opportunité pour remettre à sa "vraie" place la force syndicale de la classe ouvrière -- hors de l'arène politique. Si la bourgeoisie sort victorieuse de cette campagne elle espère pouvoir commencer à isoler les secteurs combatifs du reste de la classe ouvrière sur toute une série de questions politiques. Ce processus ne peut en aucune mesure se substituer à la nécessité pour la classe dominante d'aller vers une confrontation avec la classe ouvrière organisée, mais il offre à la bourgeoisie une possibilité de faire quelques pas prudents vers un rétablissement partiel de ses défaites antérieures.

La leçon de ce début de campagne sur le Marché Commun montre que, lorsque la question est posée de savoir quelle société et quelle économie opposer au capitalisme britannique actuel, la classe ouvrière dans son ensemble, quelle que soit sa combativité, offre une réponse confuse. La gauche révolutionnaire est aujourd'hui trop fragmentée et trop sectaire pour mettre ses forces en commun et présenter une série de propositions unitaires. De toutes façons, le rapport des forces est tel que la gauche révolutionnaire n'a pas la force d'opposer une alternative crédible au sein du mouvement de masse. La social-démocratie de gauche base sa campagne sur les faiblesses et les hésitations de la direction de la classe ouvrière et ceci sert, en dernière instance, à intensifier ces faiblesses et hésitations. A court terme, le mouvement ouvrier peut utiliser sa combativité syndicale et sa force organisationnelle pour imposer un rapport de forces défavorable à la classe dominante. A long terme, cependant, les oscillations et les reculades des travaillistes de gauche -- aussi crucial que soit pour eux le maintien de la base électorale du Parti travailliste dans la classe ouvrière -- préparent la voie à une possible défaite de la classe ouvrière. De cette façon ils assurent également leur propre défaite face à la droite. ■

l'intervention de l'IMG

L'international Marxist Group (IMG, Groupe Marxiste Internationaliste), section britannique de la IVème Internationale, développe sa campagne autour du mot d'ordre général : Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe ! L'axe essentiel de la campagne de l'IMG est constitué par l'explication des motifs de principe qui militent contre l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté Economique Européenne. Principalement, cela consiste à tenter de construire le front le plus large de ceux qui, dans la classe ouvrière, s'opposent au maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE, sur la base du refus de toute collaboration avec les forces bourgeoises. Au sein de ce front l'IMG met en avant une réponse ouvrière internationaliste au renforcement de l'organisation internationale du Capital. En pratique cela prend la forme d'une participation aux initiatives prises par les sociaux-démocrates de gauche et, dans le cadre de ces initiatives, à la mise en avant d'une ligne politique alternative.

La campagne de l'IMG peut se diviser en plusieurs parties :

(1) Des actions qui mettent en question la stratégie collaborationiste de la campagne dirigée par les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Une lettre a été largement distribuée, présentant le contenu ouvrier et socialiste que devrait avoir la campagne du Parti travailliste; elle était signée par certains syndicalistes et membres du Parti travailliste. Dans plusieurs régions, à Endimbourg par exemple, les militants de l'IMG et leurs sympathisants ont soulevé, dans les Conseils syndicaux locaux, la question du type de campagne à engager et ont réussi à isoler les forces qui proposent une campagne multi-classiste, comme le Parti communiste. D'importantes victoires ont été remportées contre la ligne du PC dans l'Union Nationale des Etudiants (NUS -- National Union of Students) , dirigée par le PC, à Endimbourg et à Birmingham.

(2) Des actions qui mettent l'accent sur le nécessaire caractère internationaliste de la campagne. Ernest Mandel fera une tournée de meetings dans les principales villes du pays en même temps qu'un camarade de la Liga Comunista Internacionalista (Ligue Communiste Internationaliste), organisation sympathisante de la IVème Internationale au Portugal. Au cours de cette tournée de meetings, Ernest Mandel affrontera dans des débats Ernie Roberts, secrétaire du syndicat des travailleurs de la métallurgie, et Evan Luard, député travailliste d'Oxford.

(3) Des actions qui préparent l'extension de la lutte contre la CEE à la lutte contre le pro-

jet d'introduction par la direction travailliste d'une politique des revenus et de diminution des dépenses sociales. Une lettre a été publiée appelant Eric Heffer -- Ministre d'Etat pour l'industrie -- à participer au meeting de la Jeunesse Travailliste contre la CEE, prévu pour le 31 mai. La lettre sert de base à une mobilisation de l'opinion autour de la nécessité pour la gauche travailliste d'engager une bataille qui continue après le referendum, non seulement contre la CEE mais aussi contre toute tentative de la droite de faire adopter des mesures qui attaquent le niveau de vie des travailleurs.

nouvelles du mouvement ouvrier et de l'internationale

ITALIE

MOBILISATION CONTRE LES VIOLENCES FASCISTES

Le 16 avril au soir un jeune étudiant était assassiné à coup de pistolet par un fasciste. Immédiatement après commencèrent à se développer des manifestations massives et déterminées de protestation qui se poursuivirent les jours suivants à Milan et dans de nombreuses autres villes. Au cours de ces manifestations, les forces de répression intervinrent très violemment et un jeune ouvrier mourut écrasé par un camion de carabiniers, tandis que d'autres étaient blessés à coup d'arme à feu.

La tragédie du 16 avril commença presque fortuitement. Des groupes de jeunes appartenant au Mouvement étudiant (Movimento Studentesco) rentraient d'une manifestation pour le logement. A un certain moment, une petite voiture s'approcha d'un groupe et les occupants commencèrent à provoquer et insulter les manifestants. Quelques manifestants répondirent en brisant une vitre de la voiture. Trois personnes descendirent alors de la voiture, toutes connues comme nervis fascistes. Tandis que deux d'entre elles s'éloignaient rapidement, la troisième sortit un pistolet et assassina froidement le jeune Claudio Varalli, étudiant de l'Institut du Tourisme.

En l'espace de quelques minutes, d'abord des centaines, puis des milliers de personnes se rassemblèrent sur la place où avait eu lieu

Giovanni Zibecchi, écrasé par une voiture de carabiniers

l'assassinat. La nouvelle selon laquelle un quotidien de droite avait donné une version déformée des faits s'étant répandue, des groupes de manifestants attaquèrent les bureaux de ce journal, bloquant la sortie des camions de distribution. Les travailleurs du journal eux-mêmes intervinrent, obligeant la direction à imprimer une nouvelle édition qui publia un communiqué des typographes donnant une version des évènements semblable à celle des manifestants.

Le lendemain, dans de nombreuses villes, les écoles restèrent fermées, de nombreuses usines s'arrêtèrent et des manifestations très combatives eurent lieu. A Milan, environ 50.000 personnes prirent part à la manifestation. Pendant et après la manifestation des locaux du MSI (Movimento Sociale Italiano -- Mouvement Social Italien, néo-fasciste) et d'autres organisations fascistes furent attaqués, ainsi que la rédaction d'un hebdomadaire fasciste, différents locaux publics appartenant à des fascistes et des lieux de rencontre habituels des équipes de nervis. Les heurts les plus violents eurent lieu aux alentours du siège provincial du MSI, protégé par la police.

Quelques détachements de carabiniers tirèrent sur la foule et des camions chargèrent les manifestants à toute vitesse. Au cours d'une de ces charges, un jeune ouvrier, Giovanni Zibecchi, trouva la mort. De nouvelles manifestations se déroulèrent également le 18 avril à Milan, à Rome et dans de nombreuses autres villes.

Ce nouvel épisode de violence a suscité une émotion d'autant plus forte que quelques jours plus tôt les fascistes avaient tenté d'organiser deux attentats, qui échouèrent de peu : un contre la ligne ferroviaire Florence-Rome, l'autre contre le siège de l'administration régionale à Ancone. Il y a peu, une bombe fasciste avait également détruit une partie de l'appartement du directeur de l' "Avanti!", quotidien du Parti socialiste italien, qui échappa à la mort parce qu'il était absent.

Tous ces évènements montrent clairement que les groupes fascistes et para-fascistes qui comptent sur le terrorisme et la violence aveugle pour accélérer une crise du régime n'ont pas renoncé à leurs desseins. De décembre 1969 à aujourd'hui, ils ont frappé à plusieurs reprises, provoquant des moments de tension extrême. Il est à peine besoin de dire qu'ils ont pu et peuvent le faire parce qu'ils comptent sur des complicités et des appuis importants. Dans certains cercles militaires, et encore plus dans les services secrets, les terroristes et les candidats golpistes trouvent des inspirateurs et des alliés. Sans parler de la police, à propos de laquelle le cas de Rome est symptomatique. Les bandes fascistes, en particulier dans certaines zones, agissent impunément, bien que leurs membres soient parfaitement connus. A la fin de février dernier, après des incidents au cours desquels un étudiant fasciste grec -- membre de l'organisation fasciste étudiante italienne -- avait été assassiné, dans des circonstances peu claires, des nervis fascistes avaient déclencé des actions répétées de violence pendant plusieurs jours, sans que la police intervienne d'aucune façon. Les fascistes trouvent des complicités non moins grandes au sein de la magistrature. Il n'est pas rare, même que les juges agissent encore plus ouvertement que la police. Nombreux parmi les membres les plus connus des bandes fascistes ont été arrêtés au moins une fois, avec de lourdes accusations, mais ils ont toujours été, surtout à Rome, remis rapidement en liberté par les juges complaisants. Certaines affaires étaient si graves, que même le ministre de l'Intérieur a dû faire la critique de certains jugent au cours d'un débat parlementaire le 17 avril.

Jusqu'ici la riposte de masse aux attentats comme aux actes de violence et d'intimidation a été très forte. Ceci explique pourquoi les fascistes n'ont pas pu aller au-delà d'actions isolées ou d'attentats terroristes. Des actions du type de celles menées par les bandes fascistes au début des années 20, et qui frappaient directement et ouvertement le mouvement ouvrier et ses organisations, ne sont pas entreprises aujourd'hui : les rapports de forces ne le permettent pas.

Le Parti communiste (PCI) et le Parti socialiste (PSI) ainsi que les organisations syndicales développent une campagne intense sur la nécessité de lutter contre le fascisme, prenant souvent l'initiative de manifestations. Les syndicats, en particulier, ont déclaré, pour le 18 avril, une grève générale nationale d'une heure. Toutefois, l'axe de leur campagne continue à être l'anti-fascisme "démocratique", c'est-à-dire un front de tous les partis prétendus constitutionnels, y compris la démocratie-chrétienne (DC). Actuellement se développe une collecte de un million de signatures pour une pétition qui demande au gouvernement et aux autorités d'appliquer les lois contre le fascisme et d'empêcher l'activité des bandes de nervis. La DC participe également à cette collecte, essayant de faire oublier qu'elle est parti de gouvernement depuis plus de 30 ans maintenant. Pour répondre aux pressions de sa propre base et pour se couvrir à gauche, le PCI, à certaines occasions, ne refusen pas de prendre l'initiative de manifestations plus déterminées. Un exemple : la mobilisation du 7 mars à Milan pour empêcher une manifestations fasciste, mobilisation au succès de laquelle ont contribué fortement l'organisation des partisans et les organisations syndicales (en peu de temps environ 25.000 personnes ont été mobilisées, en grande partie des ouvriers).

Les organisations centristes (Manifesto, Lotta Continua et Avanguardia Operaia) font leur propre campagne de signatures autour du mot

d'ordre "MSI hors-la-loi". De nombreux militants donnent leur propre interprétation à ce mot d'ordre : ils pensent qu'il faut, de fait, mettre le MSI dans l'impossibilité d'agir légalement (et pour cela ils ne sont pas opposés à des actions de commandos très dures). Mais sur le plan politique, l'ambiguité demeure. On donne à la lutte anti-fasciste le débouché d'une solution légale et on répand des illusions sur la possibilité d'une solution "constitutionnelle" du problème. Il en découle une recherche d'alliance avec des forces et des personnalités qui ne contribuent certes pas à donner une orientation révolutionnaire à la campagne anti-fasciste.

C'est pour cette raison que les militants de la section italienne de la IVème Internationale -- qui ont été à plusieurs reprises l'objet de violences fascistes (au cours des derniers mois par exemple à Rome, Naples, Florence) et qui ont participé en première ligne aux mobilisations qui ont suivi l'attentat de Milan -- ne font pas leur le mot d'ordre des centristes. Ils développent leur intervention autour des deux axes centraux du front unique ouvrier -- opposé au front anti-fasciste "démocratique" -- et de l'auto-défense des ouvriers et des étudiants -- opposée au refus de répondre de façon adéquate aux violences fascistes que continue à défendre le PCI, et opposée à toute tentation de réduire la riposte à l'action de commandos. ■

SRI LANKA

UNE NOUVELLE ETAPE POUR LES LUTTES OUVRIERES ?

BALA TAMPOE

Le 31 janvier 1975 marque une étape nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier du Sri Lanka.

Le dernier jour de l'année 1974, le Comité commun des Organisations syndicales (Joint Committee of Trade-Union Organizations, JCTUO) qui rassemble les syndicats dirigés par les partis gouvernementaux, avait annoncé une grève générale de 24 heures pour le 31 janvier 1975, à l'appui des 28 revendications qu'ils avaient défendues épisodiquement depuis juillet 1973 (voir INPRECOR N° 19 et N° 21). Il centre l'agitation sur trois revendications immédiates :

° la nationalisation de l'industrie textile, des plantations propriétés de sociétés anonymes capitalistes et des banques;
° le paiement immédiat d'une prime de 75 roupies à tous les salariés qui gagnent moins de 800 roupies par mois,
° Le paiement de 2,50 roupies chaque fois que l'indice du coût de la vie augmente d'un point.

Dans un tract daté du 20 janvier 1975, le Ceylan Mercantile Union (CMU, la seule organisation syndicale des villes indépendante des partis gouvernementaux -- INPRECOR) estima que le JCTUO ne conduirait guère une "lutte" réelle sur ces "revendications", puisqu'il était contrôlé par les trois partis représentés au sein de la coalition gouvernementale, le LLFP (Sri Lanka Freedom Party) le LSSP (Lanka Sama Samaja Party) et le Parti Communiste (Moscou). Selon le CMU, le JCTUO est essentiellement un instrument gouvernemental. Pour la même raison, le CMU appela à faire grève le 31 janvier, mais non seulement pour les trois revendications avancées par le JCTUO, mais également pour les revendications suivantes :

° Pour la fin de l'état de siège et le rétablissement des droits démocratiques et des libertés civiles, y compris le droit de faire grève ;

° Pour l'abrogation de la législation répressive réactionnaire comme le Décret sur la Sécurié Publique et le Décret sur les Commissions de Justice criminelle;

° Pour la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques;

° Pour le réemploi de tous les travailleurs licenciés par suite de l'application de la loi sur les prestations vitales et pour le rétablissement de tous les droits enlevés aux travailleurs sous le couvert de l'état de siège;

° Pour la production obligatoire de vivres dans les plantations;

° Pour des rations adéquates de vivres à des prix raisonnables;

° Pour la restauration de la journée légale de huit heures maximum de travail par jour.

Le 29 janvier, le jour même où l'assemblée générale des membres de la CMU était convoquée pour approuver la proposition de grève générale de 24 heures faite par le Conseil général du syndicat pour le 31 janvier, la direction du JCTUO annonça qu'elle avait décidé de suspendre la grève générale de 24 heures prévue pour ce jour-là. Elle affirma avoir rencontré le premier ministre et des membres du gouvernement le 28 janvier et que ceux-ci avaient adopté la position suivante sur les "revendications immédiates":

°La question de la nationalisation des industries essentielles était posée devant les partis du Front Unique de Gauche et une décision rapide à ce propos serait bientôt communiquée au JCTUO.

° Une prime de 25 roupies serait accordée à tous les salariés du secteur public qui gagnent moins de 800 roupies par mois et le gouvernement convoquerait une conférence entre la fédération patronale et les syndicats pour discuter de la possibilité de l'appliquer également dans le secteur privé.

° Un comité serait désigné en vue de déterminer un indice réaliste du coût de la vie.

Lorsque les dirigeants du JCTUO essayèrent de convaincre leurs propres militants syndicalistes, réunis à Saraswathie Hall à Colombo que cette réponse du gouvernement était suffisante pour décommander la grève générale de 24 heures, ils rencontrèrent de nombreuses protestations et même des quolibets. Par la suite, dans de nombreuses entreprises où le CMU organisa la grève du 31 janvier, des travailleurs appartenant aux syndicats contrôlés par les partis gouvernementaux exprimèrent leur solidarité avec la grève du CMU; certains même démissionnèrent de leurs syndicats et rejoignirent le CMU et la grève.

En outre, après le 31 janvier, dans un certain nombre d'entreprises du commerce d'exportation, des travailleurs membres du syndicat contrôlé par le PC rompèrent avec ce syndicat et rejoignirent le CMU. Dans une entreprise il s'agissait de travailleurs affiliés depuis 25 ans au syndicat lié au PC. Des travailleurs quittèrent également des syndicats contrôlés par le LSSP pour rejoindre le CMU. Cette évolution a menacé les positions du LSSP et du PC, surtout parmi les ouvriers manuels du secteur privé. Ceci devint plus grave lorsque la fédération patronale refusa catégoriquement d'accorder la prime de vie chère de 25 roupies proposée par le gouvernement. En désespoir de cause, les dirigeants du JCTUO en appelèrent au gouvernement pour imposer une prime de vie chère dans le secteur privé, afin de sauver leurs positions parmi les travailleurs organisés de ce secteur.

Après de nombreuses délibérations, le gouvernement a finalement promulgué une augmentation générale des salaires de 10% dans le secteur privé, jusqu'à un maximum de 25 roupies par mois. Le décret exclut explicitement de cet avantage les salariés couverts par la convention collective du CMU et de la fédération patronale. Il faut cependant rappeler ici qu'après la grève générale du CMU en 1966, celui-ci a acquis pour ses membres des primes de vie chère dépassant celles des syndicats du JCTUO.

Puisque la masse des travailleurs du secteur privé touchent des salaires très bas, ils recevront moins de 25 roupies d'augmentation mensuelle. Dans les plantations par exemple, où les salaires moyens sont de 50 à 60 roupies par mois, l'augmentation de fait ne dépassera sans doute pas 5 roupies. Elle est une véritable insulte face à la revendication d'une prime de 75 roupies pour tous ceux qui gagnent moins de 800 roupies par mois, avancée par le JCTUO.

La demande d'une augmentation des salaires de 2.5 roupies chaque fois que l'indice augmente d'un point n'a pas été accordée, et le gouvernement se contente de "délibérer" sur la question des nationalisations. Les fausses "revendications" du JCTUO ont tout au plus servi à démasquer ce comité mieux que jamais dans son histoire courte mais infâme.

Les travailleurs qui réfléchissent comprendront que les dirigeants du JCTUO ne peuvent pas servir à la fois le gouvernement du Front Unique de gauche et les membres de leurs syndicats. Ils comprendront ou commencent à comprendre que ces dirigeants ne peuvent avancer des revendications sans l'assentiment préalable de leurs dirigeants politiques des trois partis gouvernementaux. En d'autres termes : la politique du JCTUO ne sert qu'à tromper les travailleurs et à les maintenir passifs, en attendant "une prise en considération favorable" de leurs "revendications" par le gouvernement, alors que, simultanément, le gouvernement poursuit une politique essentiellement réactionnaire et répressive à l'égard de la classe ouvrière. Afin de combattre cette politique, le CMU insiste sur la nécessité de mobiliser les forces de la classe ouvrière sous son propre drapeau de classe, pour une action effective contre l'exploitation et l'oppression capitalistes par le gouvernement actuel et tout autre gouvernement capitaliste qui pourrait le remplacer.

La grève générale de 24 heures de la CMU du 31 janvier 1975, à laquelle plus de 25.000 travailleurs participèrent dans plus de 250 entreprises du secteur privé et public urbain, indique la mesure dans laquelle des secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière sont aujourd'hui prêts à agir en conformité avec la ligne de lutte de classe que le CMU propose de manière consistante, depuis de nombreuses années, malgré les graves échecs subis par la classe ouvrière par suite de la politique traître de collaboration de classe appliquée par le JCTUO. Voila pourquoi de plus en plus de secteurs de la classe ouvrière organisée s'associeront avec le CMU pour lutter pour les revendications avancées par cette organisation le 31 janvier 1975. ■

GREVE NATIONALE DES BUCHERONS !

Les bûcherons mènent actuellement la grève la plus importante qui se soit déroulée en Suède depuis 1942. Environ 15.000 d'entre eux sont en grève dans tout le Nord du pays, ce qui représente un nouveau pas important pour la lutte de classes.

L'industrie du bois représente une des principales ressources de revenus pour les capitalistes suédois -- 30% des exportations du pays consistent en marchandises issues du bois (le papier par exemple). Au cours des deux dernières années ce secteur de l'industrie d'exportation a connu un boom extraordinaire et des profits plus élevés que jamais. Ce qui est loin d'être le cas pour les conditions des ouvriers qui coupent le bois. Leurs salaires n'ont pas augmenté de façon significative et ont même baissé en comparaison avec ceux des ouvriers d'autres secteurs. Les salaires varient entre 10 et 35 couronnes de l'heure (1 couronne suédoise = 1 FF, 0,60 FS, 8 FB), en fonction des différentes échelles de salaires. Le travail au rendement est largement répandu, et les revenus dépendent donc fortement des conditions atmosphériques. Ce système de salaire place les travailleurs sous forte pression et ceci entraîne le taux d'accident le plus élevé de toute l'industrie suédoise. C'est l'ensemble de ces conditions qui a amené les bûcherons suédois à faire grève.

La grève a été préparée pendant plusieurs mois par de nombreux meetings et manifestations organisés par les ouvriers. Le but de cette campagne était double : faire pression sur la direction syndicale pour qu'elle reprenne les revendications des grévistes et mobilise tous les ouvriers de la région. Les dirigeants syndicaux avaient essayé de diviser les travailleurs en reprenant certaines revendications et en essayant d'isoler l'aile militante du mouvement. Cette tactique a complètement échoué. Le 22 février environ 1.500 ouvriers se rassemblèrent dans le plus important des meetings préparatoires; nombre d'entre eux avaient voyagé plus de 350 km jusqu'au petit village de Alvsbyn où le meeting avait lieu. Lors de ce rassemblement, les travailleurs adoptèrent la résolution suivante :

"Aux travailleurs de Suède :

Nous, bûcherons, sommes aujourd'hui confrontés à notre plus important conflit avec nos employeurs. Nous sommes déterminés à lutter jusqu'au bout pour nos revendications, en particulier pour la revendication d'un salaire mensuel garanti indépendant de la productivité. Nous avons demandé cela à plusieurs reprises et avons utilisé tous les moyens à notre disposition en dehors de la grève, afin de nous faire entendre. Malheureusement nos efforts ne nous ont fait faire que quelques pas en avant. Nous avons maintenant de bonnes raisons de craindre que les négociations salariales de

cette année seront également une grande déception pour nous; il ne nous reste donc plus rien à faire que de nous mettre en grève pour briser la résistance des patrons. Nous ne faisons pas cela pour le plaisir de faire grève, ni par désespoir, ni par simple besoin de démontrer notre mécontentement. Quand nous luttons c'est pour gagner, et nous savons ce que nous faisons. Notre ennemi est puissant. Avec ses alliés, il peut utiliser tout le système capitaliste suédois contre nous. Il contrôle de grandes parties des ressources naturelles du pays, presque toutes les usines, les chantiers navals et les sociétés, de nombreuses grandes banques et des capitaux multinationaux. De plus il a une influence directe et indirecte sur les mass media. Mais nous n'avons pas peur de cet ennemi puissant, car nous disposons d'une force que rien ne peut briser si elle est mobilisée le plus largement possible : la solidarité ouvrière. Nous pensons que nous sommes capables de la mobiliser. Après tout, notre lutte concerne tous les travailleurs du pays. En conséquence nous demandons à tous les travailleurs suédois : organisez des réunions dans vos syndicats et vos organisations politiques ! Soutenez la revendication des bûcherons pour un salaire mensuel !

Salutations de combat !
Le comité de grève des bûcherons ".

En même temps, les ouvriers confirmaient leur revendication antérieure : un salaire mensuel de 4.000 couronnes suédoises (environ 4.000 FF, 2.500 FS, 35.000 FB) et une prime de 25 couronnes par jour (25 FF, 13 FS, 200 FB). Etant donné l'unité qui s'était réalisée, les employeurs et la direction syndicale ne furent pas capables d'arrêter les travailleurs et la grève commença le 21 mars quand 4000 bûcherons déposèrent leurs outils.

En quelques jours, 15.000 ouvriers étaient en grève dans tout le Nord du pays. Cependant, l'étendue géographique de la lutte crée un grave problème. Dans la mesure où les ouvriers sont éparpillés dans des centaines de villes et de petits villages, il leur est très difficile de se rencontrer. Par exemple, certains membres du comité de grève doivent parcourir plus de 350 km pour assister aux réunions. Un second problème est que les ouvriers sont employés par différentes entreprises privées et par l'Etat. En conséquence, il est très difficile d'imposer des négociations aux employeurs. Aussi, le comité de grève considère également la grève comme un moyen d'obliger la direction syndicale à ouvrir des négociations avec les patrons. Jusqu'ici les employeurs ont refusé de négocier, mais leur position va s'affaiblir au fur et à mesure que les stocks de bois vont se réduire. Les journaux de la social-démocratie dans la région dénoncent quotidiennement les travailleurs et Sixten Backstrom, le principal bureaucrate syndical a fait des déclarations incroyables. Par exemple, il répondit aux ouvriers qui demandaient que les fonds de grève des syndicats soient utilisés pour soutenir les grévistes qu'il s'agissait de la "chose la plus insolente qui soit arrivée jusqu'ici. Nos membres devraient comprendre que l'on ne peut pas utiliser l'argent du syndicat de cette façon".

Au début avril les ouvriers firent un pas en arrière pour tenter de briser le blocus des patrons et de la direction syndicale : ils laissèrent tomber la revendication de 4.000 couronnes par mois. Mais ils ajoutèrent une précondition aux négociations : que les patrons acceptent de garantir l'établissement d'un salaire mensuel; le montant de ce salaire restant à être déterminé dans les négociations.

L'élément clé qui permettra de briser la résistance des patrons est maintenant la solidarité ouvrière. Les ouvriers eux-mêmes le comprennent et leur appel a été suivi de résultats. Des comités de solidarité ont été créés dans tout le pays et dans de nombreuses usines (Volvo et dans la région des mines par exemple) des collectes sont effectuées pour les grévistes. Plusieurs syndicats locaux et plusieurs sections locales de la social-démocratie ont également apporté leur soutien aux grévistes -- au grand dam de la bureaucratie centrale social-démocrate. Les ouvriers ont imprimé 10.000 exemplaires d'un "billet de grève de 10 couronnes" qui est actuellement vendu par les bûcherons eux-mêmes et les militants du mouvement de solidarité.

Une victoire de la lutte des bûcherons pour un salaire mensuel garanti serait une victoire pour toute la classe ouvrière. Cela libérerait les travailleurs forestiers de l'énorme pression à laquelle ils sont soumis actuellement et encouragerait d'autres ouvriers à suivre leur voie.

Kaunda interdit la ZANU et la ZAPU

Sithole lors de sa dernière sortie de prison

JOHN BLAIR

Le 28 mars dernier, le ministre de l'Intérieur de Zambie, Aaron Milner, annonçait l'arrestation d'un "certain nombre de dirigeants nationalistes rhodésiens -- appartenant pour la plupart à la Zimbabwe African National Union (ZANU -- Union Nationale Africaine de Zimbabwe)". Il annonçait qu'ils avaient été arrêtés et étaient gardés à vue pour interrogatoire en liaison avec le meurtre de l'ancien dirigeant de la ZANU, Herbert Chitepo.

Les arrestations eurent lieu à 7 heures du soir le 23 mars, alors que les membres de la ZANU se recueillaient sur la dépouille de Chitepo à sa demeure de Chilenje South à Lusaka. Milner refusa de dire combien d'arrestations avaient été opérées, mais des témoins ont déclaré que des policiers armés pénétrèrent en trombe dans la maison et emmenèrent "au moins 70 hommes" dans des camions. Certains des militants arrêtés étaient venus des régions rurales et d'outre-mer pour assister à l'enterrement.

En même temps, Milner annonçait la fermeture des bureaux de la ZANU, de la ZAPU (Zimbabwe African People's Union -- Union du Peuple Africain de Zimbabwe) et du FROLIZI (Front for the Liberation of Zimbabwe -- Front de Libération de Zimbabwe) à Lusaka. Seul l'ANC (African National Congress -- Congrès National Africain) serait autorisé à continuer à fonctionner en Zambie. L'enregistrement légal des trois autres partis serait supprimé "jusqu'à ce que les nationalistes honorent l'accord de Lusaka qui les place sous le drapeau de l'ANC".

Les graves conséquences possibles de cette action pour les combattants de la ZANLA (Zimbabwe African Nationl Liberation Army -- Armée de Libération Nationale Africaine de Zimbabwe , aile militaire de la ZANU) opérant dans le Nord-Est de la Rhodésie ont été soulignées par Robert Mugabe, secrétaire général de l'organisation. Si les hommes arrêtés étaient tous des membres effectifs de l'aile militaire, cela créérait alors des problèmes pour maintenir le ravitaillement des militants du mouvement de libération. Cependant, Mugabe affirma qu'ils "continueraient certainement sur la base de leur propre ravitaillement et de ce qu'ils pourraient amener eux-mêmes". Soulignant la détermination de la ZANU à continuer la campagne de Chimurenga (lutte armée), il déclara : "Cela ne signifiera pas la fin de la guerre".

Cette action criminelle du gouvernement zambien doit être condamnée par tous les secteurs du mouvement ouvrier international, et en particulier par les organisations qui développent une solidarité active avec les luttes en Afrique du Sud. Il s'agit d'une tentative visant à briser l'organisation qui s'est trouvée à l'avant-garde de la lutte en Rhodésie. Objectivement, cette action est à placer sur le même plan que la nouvelle arrestation , par le régime de Ian Smith, de Noabaningi Sithole, président de la ZANU, et le meurtre de Chitepo lui-même. La déclaration faite par Milner lors de sa conférence de presse du 28 mars représente une trahison honteuse de la révolution zimbabwéenne. En référence au meurtre de Chitepo, il déclara : "On ne peut pas dire que ce n'était pas des agents de Smith. On ne peut pas dire que ce n'était pas la ZANU". Il plaçait ainsi objectivement les militants de la ZANU sur le même plan que le régime raciste de Smith, au lieu de dénoncer clairement le fait que le meurtre de Chitepo fut directement fomenté par ce dernier. En fait, cette action est à mettre en parallèle avec la

nouvelle arrestation de Sithole dans le cadre d'une offensive soutenue contre l'aile la plus militante et la plus efficace du mouvement de libération de Zimbabwe. Le but de cette campagne contre la ZANU est de mettre hors d'action l'aile du mouvement qui a toujours défendu de façon consistante et qui a combattu pour le principe de la mise en place immédiate d'un régime de la majorité (africaine -- INPRECOR). Si ce but est atteint, un accord pourrait être passé avec des autres secteurs du mouvement, parmi lesquels aucun n'a défendu de façon consistante un régime de la majorité et dont aucun ne possède les capacités de lutte de la ZANU.

Ainsi le gouvernement de Zambie est entré en plein dans le jeu de Smith en frappant un nouveau coup contre la ZANU.

Evidemment son action visant à paralyser la ZANU est une partie logique de toute la stratégie poursuivie par le régime de Kaunda (le président de la Zambie) depuis six mois dans sa tentative de faire progresser la "détente" avec l'Afrique du Sud. Le règlement de la question rhodésienne représente l'élément clé de cette tentative. Sans un tel règlement il serait quasi-impossible de maintenir l'illusion selon laquelle la Zambie se situe à l'avant-garde de la lutte contre les régimes racistes. C'est dans ce but que fut organisée la rencontre de décembre dernier à Lusaka entre Smith et les mouvements de libération. Les représentants de la Rhodésie se sont prétendument engagés à tenir une conférence constitutionnelle absolument représentative avant la fin du mois de mars. Smith s'était également engagé à libérer 400 prisonniers politiques de ses geôles. Evidemment rien n'a été fait dans ce sens, mise à part la libération d'environ 60 prisonniers.

Dans une telle situation, il devenait rapidement clair que les militants de la ZANU avaient tout à fait raison quand ils disaient que les mouvements de "détente" ne servaient qu'à couvrir une perpétuation indéfinie de la domination blanche. En lançant cette attaque frontale contre l'organisation, Kaunda espère évidemment persuader Smith que la Zambie remplit sa part du contrat. De cette façon il sera peut-être possible de persuader Smith de faire quelques concessions aux sections modérées (lire "capitulationnistes") de l'ANC, concessions qui pourraient être présentées comme une victoire de la "détente".

Face à de telles manoeuvres d'un des régimes néo-coloniaux les plus "libéraux" la tâche du mouvement révolutionnaire dans le monde est de demander clairement :

- la libération immédiate de tous les militants de la ZANU emprisonnés en Zambie;
- le développement de la solidarité avec les combattants de la ZANLA;
- l'arrêt total de tout contact et de toute négociation de tout Etat africain avec les régimes racistes du Sud;
- la reconnaissance que les représentants du peuple de Zimbabwe sont les seuls autorisés à négocier le futur de Zimbabwe.

29 mars 1975

des prisonnières politiques ukrainiennes pour le Chili!

Des nouvelles sont récemment parvenues à l'Ouest concernant une action de solidarité avec les prisonniers politiques chiliens lancée par des prisonnières politiques ukrainiennes du camp de concentration N° 19 de Mordovian. Les femmes, Nadia Svitlychna, Iryna Staciw, Nina Strokata et Stefania Shabatura demandèrent que le maigre salaire qu'elles reçoivent dans le camp soit envoyé à un fonds d'aide aux prisonniers politiques chiliens. L'administration du camp a répondu négativement à leur demande.

Ces femmes furent arrêtées en 1972 et condamnées à des peines d'environ 5 ans de prison pour leurs activités d'opposition en faveur des droits nationaux et démocratiques en Ukraine.

Pour se procurer de la litterature marxiste-révolutionnaire en russe, polonais, tchèque, hongrois, roumain, serbo-croate, s'adresser à :

Société Internationale d'Edition
Département d'Europe orientale
10, impasse guéménée
75004 PARIS/France

Editeur responsable : René Groslambert, 34 rue Nothomb, Bruxelles 1040, Belgique